

LA PRÉVENTION DE LA RADICALISATION PAR LA PRÉVENTION SPÉCIALISÉE

Partage d'expériences
d'équipes mobiles d'intervention et de groupe de travail dédié





Nos remerciements aux équipes, services et associations du CoDaSE, du club de prévention d'Epernay ; du Groupe addap I3 ainsi que de la métropole de Toulouse, pour leur participation à ce travail, au groupe ADDAP I3 pour le prêt des locaux ainsi qu'à nos relecteurs.

Les éléments présentés dans ce document ont été réunis et formalisés par Agathe Petit, Raphaël Sanchez et Clarisse Stérin.

La mise en forme a été réalisée par l'agence MP et la facilitation graphique par Esther Loubradou.

AVANT-PROPOS	P. 4
Le contexte	
Les objectifs de ce document	
Les acteurs du projet	
Les services et associations de prévention spécialisée impliqués	

1	LA PRESENTATION DES DISPOSITIFS	P. 11
	Le cadre d'intervention : politique publique et dispositif	
	La Cellule d'Ecoute et d'Accompagnement des Bouches-du-Rhône	
	L'Equipe Mobile d'Ecoute et d'Accompagnement de l'Isère	
	L'Equipe Mobile d'Intervention de prévention de la radicalisation de la Marne	
	Le Groupe « Radicalités, Radicalisations et Citoyenneté » de la métropole de Toulouse	
2	DEUX MODELES D'ORGANISATION ET D'INTERVENTION	P. 24
	Le modèle dit « Equipe mobile »	
	Le modèle dit « Groupe intégré »	
3	LES ACTIVITES DES EQUIPES	P. 29
	Des logiques communes aux EMI	
	Les spécificités de la métropole toulousaine	
	La place de la protection de l'enfance dans les dispositifs	
	Les actions de sensibilisation-prévention	
	La prévention à l'heure du numérique	
4	LES PRINCIPES DE LA PREVENTION SPECIALISEE A L'EPREUVE DE LA PREVENTION DE LA RADICALISATION	P. 41
	Le principe de libre adhésion	
	Le principe de respect de l'anonymat	
	Le principe du mandat territorial ou d'absence de mandat nominatif	
	Le principe de non institutionnalisation	
5	LE PARTENARIAT ET LE PARTAGE D'INFORMATIONS	P. 52
	Le travail en partenariat et réseau : une structuration complexe dans et par le territoire	
	Représentation graphique du partenariat	
	Le traitement et le partage d'informations à caractère secret	
6	RESSOURCES	P. 60
	La formation	
	Le cadre théorique de références	
	Les références bibliographiques	

CONCLUSION	P. 65
------------------	-------



LE CONTEXTE

L'actualité brûlante des attentats a amené la nécessité d'approfondir et multiplier les études et recherches sur le phénomène de radicalisation et d'explorer les pratiques des acteurs engagés dans la prévention et la lutte. Le contexte national mais aussi géopolitique international a changé. Si la question est toujours d'actualité, les situations et problématiques qu'elle recouvre ont toutefois évolué ; la politique en la matière s'est affinée et avec elle les réponses sociales et éducatives. Du point de vue de la politique publique, les différents plans¹ qui ont marqué sa construction témoignent de la différenciation progressive des dimensions répressives et préventives et d'un ré-ancrage progressif sur les dispositifs de droit commun. L'approche préventive place au premier plan le repérage des situations (signalements), la prise en charge des personnes concernées (prévention secondaire et tertiaire) et la mobilisation des ressources existantes sur les territoires sur les différents niveaux de prévention, et en premier lieu la prévention primaire.

Sur le plan terminologique, le terme « radicalisation » est le terme pivot des différents plans et dispositions légales. L'expression « radicalisation violente » disparaît au profit du terme « extrémisme », témoignant d'un souci d'ouvrir le champ au-delà de la radicalisation religieuse (association absente du 3^e plan) à toutes les formes de radicalisations, y compris politique, comme c'est le cas dans de nombreux pays européens. Par ailleurs, le terme « déradicalisation » a disparu au profit de celui de « désengagement ».

Dans les champs des sciences sociales et de l'intervention sociale, l'utilisation de ces concepts fait débat et engage des positionnements et pratiques parfois singulières. Les acteurs sociaux font référence à la radicalisation, à l'emprise sectaire et de plus en plus fréquemment mobilisent le terme de « radicalités » ou le qualificatif « radical » qui leur permet de mieux rendre compte de la diversité des manifestations et des comportements rencontrés sur le terrain.

LES OBJECTIFS DE CE DOCUMENT

Une première action intitulée « repères pour la pratique » a été impulsée par le CNLAPS, avec le soutien du SG-CIPDR, et conduite par une équipe de l'IRTS PACA et Corse entre juin 2016 à janvier 2017 auprès de deux équipes issues de la prévention spécialisée engagées sur les questions de prévention de la radicalisation. Il s'agissait à cette occasion de « produire un document mettant à jour les pratiques utilisées dans le champ de la lutte contre la radicalisation par la prévention spécialisée dans les cellules d'écoute et d'accompagnement des familles (et des jeunes) »². Les données recueillies ont été mises en forme dans un dossier dont la vocation est de fournir des points de « repères pour la pratique ». Il a été édité et diffusé début 2017 aux associations adhérentes du CNLAPS et dans les différentes préfectures via le SG-CIPDR. Dès la phase finale de ce travail, les différentes parties prenantes ont souligné la pertinence à poursuivre ce travail. En effet, si cette étape de mise en mots des pratiques sociales et éducatives s'est révélée un premier pas utile, certains points méritaient d'être approfondis ; des changements s'esquissaient déjà au sein des

deux équipes, certaines pratiques étaient discutées et d'autres équipes de prévention spécialisée engageaient des pratiques différentes. De plus, il faut rappeler que bien que la radicalisation djihadiste ait acquis, depuis, le statut de problème public, l'élaboration de ce document s'est déroulée dans un contexte marqué par des attentats répétés et des départs (projetés, souhaités ou effectifs) pour rejoindre Daesh et de ce fait de fortes pressions, de craintes et de la sidération. Aujourd'hui, les connaissances se sont renforcées, le climat s'est apaisé, le niveau d'inquiétude a baissé bien que la vigilance et la menace restent présentes.

Le deuxième volet de ce travail de documentation des pratiques est ainsi conçu comme un complément du premier dans une actualité et un contexte différents ; il ne s'agit pas d'évaluer, ni de refaire ce même travail de repérage de pratiques spécifiques dans les équipes de prévention spécialisée mobilisées sur la prévention de la radicalisation mais bien de donner suite, d'actualiser si besoin, d'étendre et de faire connaître, de valoriser le travail de prévention de la radicalisation au-delà des acteurs déjà engagés dans ces projets, d'envisager la manière selon laquelle certaines pratiques s'ancrent ou se ré-ancrent dans le droit commun, suivant en cela le sens de la politique publique mais également la volonté des acteurs de la prévention spécialisée.

In fine, l'objectif est de s'appuyer sur les pratiques développées par quatre équipes sur quatre territoires pour valoriser la plus-value qu'apportent les acteurs du travail éducatif et social en général, et de la prévention spécialisée en particulier sur ce champ de la prévention de la radicalisation mais également de mettre en évidence les convergences de pratiques et de compétences, d'articuler les missions de la prévention spécialisée et de la prévention de la radicalisation, de se recentrer sur les articulations avec le droit commun. Il s'agit de mettre en évidence les principes d'intervention des équipes issues de la prévention spécialisée, les transferts de compétences et de postures, les prérequis de l'intervention.

Aussi le premier volet de l'action a été mené auprès de deux services de Prévention Spécialisée (Bouches-du-Rhône et Loire) qui ont témoigné et mis en évidence les pratiques à l'œuvre depuis leur engagement sur le champ de la prévention de la radicalisation, entre 2014 et 2016. Le second volet, s'intéressera à des aspects de la pratique qui s'inscrivent dans les évolutions précédemment citées soit en actualisant les informations, soit en les complétant au regard des pratiques à l'œuvre en 2018-2019 en prenant appui sur trois nouvelles équipes/dispositifs. Il s'agira notamment d'examiner en quoi le travail de prévention de la radicalisation converge vers celui de la prévention spécialisée. De penser en quoi le phénomène de radicalisation dans sa prise en charge rejoint celui du passage à l'acte et de la marginalisation violente, thème largement investi par les acteurs de la prévention spécialisée. Quelles sont les articulations possibles entre les différents services ? Les formes de radicalités étant multiples, quels enseignements le travail socio-éducatif peut-il tirer de ces expériences et quels transferts de compétences et de connaissances sont possibles ? Quelles sont les finalités poursuivies dans le cadre des accompagnements socio-éducatifs ? Les principes et axes de travail de la Prévention Spécialisée pourront faire l'objet d'actualisation de la réflexion au vu des évolutions des pratiques, tout comme l'aspect organisationnel du dispositif de Prévention de la Radicalisation et la possibilité de constituer une équipe mobile dédiée ou de garder une approche d'équipe de Prévention Spécialisée à l'échelle des territoires.

Rappelons que si ces questions sont traitées prioritairement à destination des équipes engagées elles-mêmes, la formalisation des éléments recueillis a pour dessein d'éclairer tous ceux qui souhaitent comprendre et travailler dans une articulation la plus opérante et signifiante possible avec les équipes engagées sur des dispositifs de prévention de la radicalisation.

1- Un premier plan de lutte contre la radicalisation violente et les filières terroristes (avril 2014), un second plan d'action de lutte contre le terrorisme et la radicalisation (mai 2016) et un troisième plan pour la prévention de la radicalisation intitulé « prévenir pour protéger » (février 2018)

2- « Repères pour la pratique ». Les cellules d'écoute et d'accompagnement. Partage d'expériences issues de la prévention spécialisée pour éclairer une approche socio-éducative des phénomènes de radicalisation, 2017, page 5.

LES ACTEURS DU PROJET

Les porteurs du projet

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique publique, le Secrétariat Général du Comité Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation est responsable du volet préventif d'accompagnement des familles. En lien avec le dispositif de suivi et de prévention de la radicalisation, le Secrétariat général finance, d'une part des actions déconcentrées et notamment celles portées par les acteurs gestionnaires de services de prévention spécialisée et d'autre part des actions nationales portées par des têtes de réseau telle que celle restituée ici.

En 2018, le CNLAPS a participé avec d'autres têtes de réseaux nationaux à l'élaboration d'un guide commun des bonnes pratiques destiné aux acteurs de la prise en charge des personnes radicalisées sous la direction du Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation. Ce guide met notamment en évidence les points communs des approches des réseaux associatifs, les évolutions des pratiques des professionnels sur cette thématique, les limites et les difficultés rencontrées. Il contient également des fiches pratiques. Il a été publié en avril 2019.

Le CNLAPS est une association loi 1901, qui a été créée en 1972 et est basée à Paris. Il compte 33 administrateurs et est structuré en 8 régions.

Aujourd'hui, le secteur de la prévention spécialisée représente quelques 250 acteurs habilités, soit environ 3 500 postes éducatifs. Le CNLAPS, association d'associations et de services publics, est le seul réseau national représentatif des acteurs mettant en œuvre la mission de prévention spécialisée, il compte 118 adhérents (106 associations, 7 acteurs non-associatifs et 5 adhérents individuels), soit plus de la moitié des acteurs gestionnaires de la prévention spécialisée en France.

Il a pour tâche de représenter et promouvoir la prévention spécialisée ainsi que ses valeurs et une vision sociétale auprès des pouvoirs publics (gouvernement, parlement, associations de collectivités territoriales) et des autres grands réseaux du travail social et de l'insertion (à un niveau français et international). Le CNLAPS a également pour mission de coordonner ses adhérents, de les soutenir par des informations, des formations et du soutien technique. Il détient un agrément de formation et est référencé au datadock.

Enfin, il sensibilise la profession sur des dossiers essentiels dans une vision prospective : les politiques publiques et leur évolution, l'évaluation, le secret professionnel, la réforme territoriale et la métropolisation ...

LE CNLAPS, UN ACTEUR ASSOCIÉ À L'ÉLABORATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

Le CNLAPS est associé en tant que tête de réseau à l'élaboration des politiques publiques, au même titre que d'autres fédérations. Cette place permet de faire valoir et légitimer la place de la prévention spécialisée en général et des expériences singulières de terrain, d'être une interface entre l'Etat et les acteurs de terrain, de participer à l'organisation de manifestations par le CIPDR. Il favorise également les transversalités et propose différents outils à ses adhérents et aux acteurs nationaux et locaux : formations, séminaires, espaces d'échanges, participation à des recherches. Le CNLAPS ne fait pas d'ingérence entre le niveau national et ses adhérents. Chaque territoire a un fonctionnement qui lui est propre, du fait de la mise en œuvre pilotée par le préfet. Le CNLAPS peut faire des remontées en termes de questionnements, qui sont énoncées, proposées, discutées au niveau national.

Activités

- Recherches action
- Formations
- Accompagnement des structures adhérentes
- Animation du groupe national « Radicalisation »

LE GROUPE NATIONAL PRÉVENTION DE LA RADICALISATION – CNLAPS

Le groupe national Prévention de la radicalisation a été mis en place en 2014. Il est financé par le Fond interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (FIPDR). Il réunit une vingtaine de structures adhérentes du CNLAPS et facilite une mise en réseau des acteurs. Il est un espace d'échanges entre adhérents autour de thématiques d'actualité, qui permet des partages d'expériences, une mise en débat, des questionnements partagés ainsi qu'une réactualisation des contenus de formation que le CNLAPS développe et anime. Sous la responsabilité du CNLAPS, la coordination du groupe est assurée par deux animateurs mandatés issus de deux structures adhérentes et la coordinatrice. Des rencontres trimestrielles sont organisées au siège. Elles sont ouvertes à tous les adhérents et des intervenants extérieurs experts du sujet sont invités selon les sujets à l'ordre du jour.

Afin de faire le lien avec la politique nationale du SG CIPDR et les travaux en cours pilotés par le SG CIPDR auxquels le CNLAPS est associé via ses représentants, une information est effectuée régulièrement auprès des membres du groupe.

Missions

- Soutien et appui aux adhérents
- Partage de pratiques et d'informations
- Coordination des actions de prévention
- Mutualisation et capitalisation des modes d'intervention
- Apports théoriques et méthodologiques pluridisciplinaires
- Contribution à des actions de recherche
- Repérage des actions menées par les adhérents
- Promotion et développement des expériences de la prévention spécialisée
- Identification des besoins
- Production de connaissances
- Interface avec les acteurs en charge de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques publiques

Activités

- Echange, repérage et développement des actions de prévention éducative des radicalisations violentes au sein du réseau CNLAPS
- Lien avec les équipes des dispositifs existants et en développement pour favoriser articulation et cohésion
- Ingénierie de formation
- Formations de formateurs
- Recherche (Recherches-action, le CNLAPS est membre fondateur de l'observatoire « rupture jeunesse et remédiation » avec le CNRS et la MSH Paris Nord et la Mairie de Grigny)
- Participation à des colloques
- Participation aux instances locales, nationales (groupes de travail et commissions pilotés par le SG CIPDR)
- Participation à des instances européennes : Réseau européen Radicalization Awareness Network (RAN) Réseau de praticiens de première ligne ou de terrain venant de toute l'Europe qui travaillent quotidiennement avec des personnes qui ont déjà été radicalisées ou qui sont vulnérables à la radicalisation (Projet de la Commission européenne)
- Convention entre le CNLAPS et le CIPDR afin de mener plusieurs actions :
 - Deux recherches actions sur la thématique de la prévention de la radicalisation
 - Constitution d'un recensement cartographique des actions portées par les acteurs gestionnaires de la prévention spécialisée
 - Animation d'un groupe de coordination et d'échanges de pratiques au sein du réseau du CNLAPS

L'équipe d'intervenants

Le soutien technique pour l'élaboration du support méthodologique est porté par le centre d'activités Education spécialisée de l'IRTS PACA et Corse en lien avec le centre d'activités Etudes et Recherche et mobilise des personnes aux profils complémentaires :

- Agathe Petit, anthropologue, responsable du Centre d'Activités Etudes et Recherche
- Raphaël Sanchez, éducateur spécialisé, responsable du Centre d'Activités Education Spécialisée
- Clarisse Stérin, formatrice spécialisée, formatrice du Centre d'Activités Education Spécialisée

LES SERVICES ET ASSOCIATIONS DE PREVENTION SPECIALISEE IMPLIQUES

Si le premier volet s'est appuyé sur les pratiques de deux équipes assez proches, pour le second volet le CNLAPS a retenu 4 services de Prévention Spécialisée, adhérents au CNLAPS, qui présentent des différences notables, en termes d'offre de service puisque tous n'ont pas de dispositif dédié à la prévention de la radicalisation et que se trouvent parmi eux trois services associatifs et un service public.

Le groupe ADDAP 13

Le Groupe Association Départementale pour le Développement des Actions de Prévention des Bouches du Rhône est un groupe associatif formé fin 2016 pour favoriser la coopération de 4 métiers complémentaires : la prévention spécialisée, l'éducation populaire, la médiation et cohésion sociale, l'insertion par l'activité économique. Son action s'organise en 4 services, rattaché chacun à une association.

L'association Groupe addap13 mène l'intervention de prévention spécialisée, autour de 7 équipes territoriales qui couvrent l'ensemble du département. Lui sont rattachés les services d'insertion par le logement, d'animations sportives hors temps scolaire et itinérantes, et la cellule d'écoute et d'accompagnement des familles (lutte contre la radicalisation).

Cœur historique du Groupe, l'action de prévention spécialisée, née dans l'immédiat après-guerre, est inscrite dans la protection de l'enfance. Elle a pour mission d'accompagner les jeunes (11 / 21 ans) et leurs familles vers les dispositifs et circuits de droit commun pour prévenir les marginalisations sociales et/ou lutter contre les situations d'exclusions. L'action est indissociable d'un travail collectif à l'échelle des territoires pour impulser des dynamiques positives et soutenir les initiatives locales qui renforcent la cohésion sociale.

Le club de prévention d'Epernay

Le club de prévention d'Epernay, créé il y a presque 40 ans, intervient dans le champ de la prévention spécialisée, puis plus largement dans le domaine de l'insertion par le logement et l'insertion professionnelle. Son activité se répartit en deux pôles « hébergement » et « prévention spécialisée », et couvre la quasi-totalité du département de la Marne, à l'exception du secteur de Châlons-en-Champagne.

L'Equipe Mobile d'Intervention (EMI), rattachée au pôle prévention spécialisée, s'est constituée en juillet 2016. Son intervention s'appuyait sur un binôme d'éducateurs puis sur un éducateur spécialisé.

Le CoDaSE de Grenoble

Le Comité Dauphinois d'action Socio-Educative (CoDaSE) est une association œuvrant dans le champ de la jeunesse et de l'action sociale en Isère. Son objectif est de « permettre à des jeunes désocialisés, en difficultés personnelles, de trouver leur place à l'école, au travail, dans la vie culturelle, dans notre société.³ ». Son activité s'organise en 6 pôles d'actions : Education et insertion sociale, Prévention, Hébergement, Soutien parental, Médiation et Soin. L'association est ainsi gestionnaire de 8 établissements et services, parmi lesquels un service de prévention spécialisée.

Ce dernier, créé en 1967, intervient aujourd'hui sur 10 quartiers de Grenoble et sur les communes de Voiron, Seyssinet et Eybens, la communauté d'agglomération du Pays Voironnais et le quartier Chorier-Berriat.

Le service Prévention Jeunesse de Toulouse Métropole

La Prévention Spécialisée a été confiée en régie directe en janvier 2013 à la Direction Enfance Famille et sa Direction Adjointe Prévention Jeunesse du Conseil Départemental de la Haute Garonne. La loi NOTRe a ensuite donné lieu à un accord entre le Département et la Métropole de Toulouse, stipulant que Toulouse Métropole prendrait en charge la compétence de Prévention Spécialisée sur son territoire à partir du 1er janvier 2017.

Huit clubs de prévention et référents jeunesse assurent ainsi les missions de prévention Spécialisée sur les territoires de Bagatelle, Mirail, Toulouse Sud-Est, Toulouse Est, Bonnefoy, Soupetard, Pont-Vieux, Minimes, Faourette, Empalot, Reynerie, Castanet, Colomiers, Muret, Saint-Gaudens et Montréjeau.

Concernant la prévention de la radicalisation, les éducateurs et chefs de service des clubs de prévention se réunissent en un groupe thématique intitulé « Radicalités, Radicalisation et Citoyenneté ». Il s'agit d'un groupe de travail et d'échange de pratiques professionnelles face aux phénomènes de radicalisation impliquant des mineurs ou jeunes majeurs.

LE DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT ET LE CALENDRIER

L'action se situe dans une démarche descriptive et compréhensive, c'est-à-dire qu'elle prend en compte la parole et le vécu des équipes des services associés, sans présumer d'une généralisation à l'ensemble des services de Prévention Spécialisée du territoire national.

En appui sur des techniques issues de la facilitation, les équipes ont été amenées à décrire, expliciter leurs pratiques dans des temps individuels et collectifs.

La dynamique de groupe et le diagnostic partagé ont été chaque fois recherchés tout en laissant la place aux échanges autour des pratiques. Les temps de rencontres ont été construits comme des espaces d'écoute, de parole et de partage pour les professionnels afin d'analyser leur pratique et partager leurs connaissances.

LA FACILITATION COMME MÉTHODE DE PRODUCTION COLLECTIVE DE CONNAISSANCES

La facilitation est une méthode directement inspirée de la maïeutique. Elle est un outil puissant et pertinent dans l'accompagnement de groupe à la production de connaissances. Être facilitateur plutôt qu'animateur, c'est être à côté du groupe, ne pas apporter d'idées mais plutôt garantir le travail du groupe et le cadre dans lequel il s'opère. C'est occuper un triple rôle : architecte dans la définition des méthodes pratiques d'animation, en lien avec les objectifs co-définis par le groupe, qui vont faciliter le travail de production de connaissances ; de pilote dans la conduite de production, la restitution du livrable ; de guide dans le soutien apporté au groupe pour lui faire produire des connaissances. Cette posture laisse toute sa place au travail collaboratif au sein du groupe, aux échanges entre les participants du groupe, à la co-construction dans la production de connaissances.

Le programme de travail a été élaboré par l'équipe de l'IRTS Paca Corse, suite à la rencontre de chacune des 4 équipes adhérentes au CNLAPS. 7 thématiques ont pu être dégagées donnant lieu à **7 ateliers organisés selon la chronologie suivante** :

- 1 **Présentation des équipes et des dispositifs de prévention de la radicalisation**
- 2 **Analyse stratégique de l'organisation**
- 3 **L'activité et le public**
- 4 **Les pratiques d'accompagnement et les leviers remarquables**
- 5 **La Prévention Spécialisée à l'épreuve de la Radicalisation**
- 6 **Les innovations et les pratiques numérique**
Partenariat et partage d'information
- 7 **Se former -transférer son expertise**

Atelier en transversal : l'ancrage théorique et conceptuel

LA PRÉSENTATION DES DISPOSITIFS





LA PRESENTATION DES DISPOSITIFS

LE CADRE D'INTERVENTION : POLITIQUE PUBLIQUE ET DISPOSITIF

La politique de prévention de la radicalisation en France s'est construite sur la base de plusieurs plans : un premier plan de lutte contre la radicalisation violente et les filières terroristes (avril 2014) qui organise le volet préventif de suivi des personnes radicalisées et d'accompagnement des familles, un second plan d'action de lutte contre le terrorisme et la radicalisation (mai 2016) qui renforce la dimension préventive en mettant l'accent sur la prise en charge des personnes concernées et la mobilisation des ressources existantes sur les territoires et un troisième plan pour la prévention de la radicalisation intitulé « prévenir pour protéger » (février 2018) qui met l'accent sur l'éducation, la prévention et l'évaluation. Ces plans se sont traduits par différentes lois, décrets et circulaires qui se sont succédés depuis avril 2015 afin d'impulser, construire, consolider, compléter le dispositif et préciser les orientations et les actions à mettre en œuvre.

La construction des dispositifs départementaux de prévention de la radicalisation s'amorce progressivement en appui sur la circulaire du 4 décembre 2014 qui apporte des précisions sur le fonctionnement des cellules départementales de suivi et les acteurs qu'il est pertinent d'y associer « afin d'engager des actions concrètes à destination des jeunes et des familles concernés ». La circulaire du 19 février 2015 complète la précédente et fixe le périmètre et la nature de l'intervention des équipes des préfetures : entrée en relation avec les familles et proposition d'un accompagnement adapté. Cette seconde circulaire, qui fait suite aux attentats de janvier 2015, a donné lieu à la création de dispositifs sur les départements qui ne les avaient pas encore mis en place, avec des configurations et des modalités variables dont témoigne ce document. Une nouvelle circulaire du 13 novembre 2018, donne aux Préfets des instructions relatives « à la mise en œuvre d'un dialogue renforcé entre l'Etat et les maires dans le domaine de la prévention de la radicalisation violente ».

La prévention spécialisée n'a depuis 2014 cessé de faire valoir son expertise sur les questions des quartiers sensibles, de délinquance et conduites à risque, son savoir-faire en termes de travail de partenariat, d'insertion sociale des jeunes marginalisés. Elle s'est positionnée dans certains départements comme un acteur clé de la prévention de la radicalisation à l'échelle des différents territoires à travers leur participation aux cellules départementales, et a contribué à la mise en place de dispositifs ou d'organisations de travail propres à répondre aux enjeux de prévention.

Concernant l'élaboration de la politique publique, plusieurs points saillants sont à souligner :

- La dimension interministérielle de la politique publique qui implique une grande partie de l'appareil d'Etat et en première ligne le Premier Ministre et le ministère de l'intérieur. La question de l'ordre public et de la préservation de la sécurité intérieure sont placés au premier plan.
- L'articulation entre les dimensions sécuritaires, sociales et éducatives qui amène, dans le champ du travail social en général, et de la prévention spécialisée en particulier, des modalités de pratiques nouvelles, et un certain nombre de précautions et de vigilances de la part des intervenants sociaux.

Le volet préventif est un des axes principaux. Il s'agit, dans le premier plan, « de prévenir la radicalisation violente de certains jeunes influençables et de soutenir les familles concernées directement par ce phénomène ». Le second plan met l'accent sur la prise en charge des personnes concernées et la mobilisation des ressources existantes sur le territoire. Le focus est mis sur la prévention secondaire et tertiaire avec une politique qui organise le repérage des situations et le signalement des individus et qui met en œuvre une série de dispositions visant à prévenir le phénomène de radicalisation, le passage à l'acte violent d'individus ayant fait l'objet d'un signalement et la réinsertion des individus radicalisés. Une large place est laissée à la détection de situations et aux signalements.

Le préfet est chargé de la construction, du déploiement et de l'animation au niveau local du plan d'action national. Dès avril 2014, en lien avec la mise en place de la plateforme téléphonique, via le numéro vert destiné à l'assistance aux familles et l'orientation opérationnelle, il leur est demandé de mettre en œuvre des mesures relatives au volet préventif de l'accompagnement des familles avec une prise en charge adaptée qui mobilise le réseau de partenaires compétents. En effet, la mesure 50 du premier plan de lutte contre la radicalisation et le terrorisme mentionne que « les préfets s'appuieront sur des acteurs ayant une assise professionnelle nationale ou spécialisée, capables de réorienter une partie de leur activité ou de développer une nouvelle dimension de leur activité en ce domaine ». Toutefois, le 3^e plan de 2018 témoigne d'une décentralisation progressive avec une impulsion en faveur d'une implication accrue des échelons décentralisés : conseils départementaux, municipalités. Une nouvelle circulaire, le 13 novembre 2018, prévoit la possibilité d'informer les maires qui en font la demande sur la situation générale de la menace sur le territoire de leur commune et la désignation d'interlocuteurs de proximité au sein des services de l'État pour signaler des situations de radicalisation présumée et offre aux maires les garanties d'un retour sur les situations signalées.

LES CPRAF

Les cellules de prévention de la radicalisation et d'accompagnement des familles (CPRAF) ont été mises en place suite à plusieurs circulaires parues entre avril 2014 et mai 2015. Elles ont vocation à « mobiliser les différents partenaires du département afin d'engager des actions concrètes à destination des jeunes et des familles concernées », à réunir les acteurs pouvant concourir à l'accompagnement social et éducatif des familles concernées. Si certains textes apportent des précisions sur les acteurs à mobiliser, la mise en œuvre s'est faite sur les différents départements de manière singulière. La composition, le périmètre et la fonction d'évaluation diffère d'un département à l'autre. Dans les quatre départements ici représentés, le dispositif est piloté par la préfecture et le noyau dur des acteurs de la CPRAF est constitué des acteurs de la sécurité, de la lutte contre les exclusions, de la justice et du socio-éducatif. Pour un même groupe d'acteurs, les représentants et leurs fonctions peuvent différer. Le dispositif est piloté par le Préfet, le directeur de cabinet, pour certains en lien avec un référent radicalisation. Les conseils départementaux mobilisent l'un ou plusieurs des services et fonctions suivantes : Aide Sociale à l'Enfance, action sociale territoriale, insertion, majeurs vulnérables, référents radicalisation. Si sur certains territoires, la CPRAF est centrée sur l'activité de l'équipe mobile en charge des situations ayant fait l'objet d'un signalement ; sur d'autres, l'équipe mobile n'y siège pas. De la même manière, les services des renseignements territoriaux et intérieurs ne siègent pas systématiquement en CPRAF. L'Agence Régionale de Santé, la Caisse d'Allocations Familiales, les missions locales n'y participent pas non plus systématiquement. Sur certains départements, les maires sont invités aux CPRAF au cours desquelles sont rendus compte des accompagnements de situations de personnes résidant sur leurs communes, ce qui soulève avec acuité pour les travailleurs sociaux qui y participent des questions autour du traitement et du partage d'informations, sur l'articulation des missions respectives des acteurs en présence.

Les textes de référence

▮ **Le premier plan de lutte contre la radicalisation violente et les filières terroristes (PLAT) du 23 avril 2014** présenté par le Premier ministre au Conseil des ministres. Il vise l'articulation des actions répressives et préventives et comporte 22 mesures, dont certaines concernent le volet préventif et l'accompagnement des familles (par exemple la création du Centre national d'assistance et de prévention de la radicalisation, le CNAPR)

- **La circulaire du 29 avril 2014** du ministre de l'Intérieur précise les modalités de ce volet d'accompagnement des familles et insiste sur le rôle majeur des préfets dans le dispositif de prévention.
- **La circulaire du 4 décembre 2014** du ministère de l'Intérieur apporte des précisions sur le fonctionnement des cellules de suivi départementales et les remontées d'informations vers l'Unité de coordination de la lutte antiterroriste (UCLAT) et le SG-CIPD ; les cellules de suivi départementales. Le texte insiste sur l'association des conseils départementaux, des services pénitentiaires d'insertion et de probation, de psychologues et d'associations d'écoute spécialisées. Il fixe également les modalités de remontées d'informations : hebdomadaires et mensuelles.
- **La circulaire du 19 février 2015** du ministère de l'Intérieur apporte des précisions et indications supplémentaires relatives aux cellules de suivi : composition des cellules, modalités d'accompagnement des familles et rôle central des préfets.
- **La circulaire du 20 mai 2015** du ministère de l'Intérieur concerne la mise en place de l'équipe mobile d'intervention et les modalités de saisine par les cellules de suivi. En appui sur des initiatives locales, il est rappelé aux préfets les partenariats potentiels dans la prise en charge des familles et, sur le versant accompagnement éducatif et social, l'appui possible sur les associations de prévention spécialisée et les missions locales.

▮ **Le second plan d'action contre la lutte contre la radicalisation et le terrorisme est présenté le 9 mai 2016** par la Premier ministre. Il se substitue au premier et s'articule autour de 7 axes, répartis en 80 mesures, dont 50 nouvelles. Parmi ces axes, retenons ici le 4e, relatif à la densification des dispositifs de prévention de la radicalisation pour assurer une prise en charge individualisée des publics.

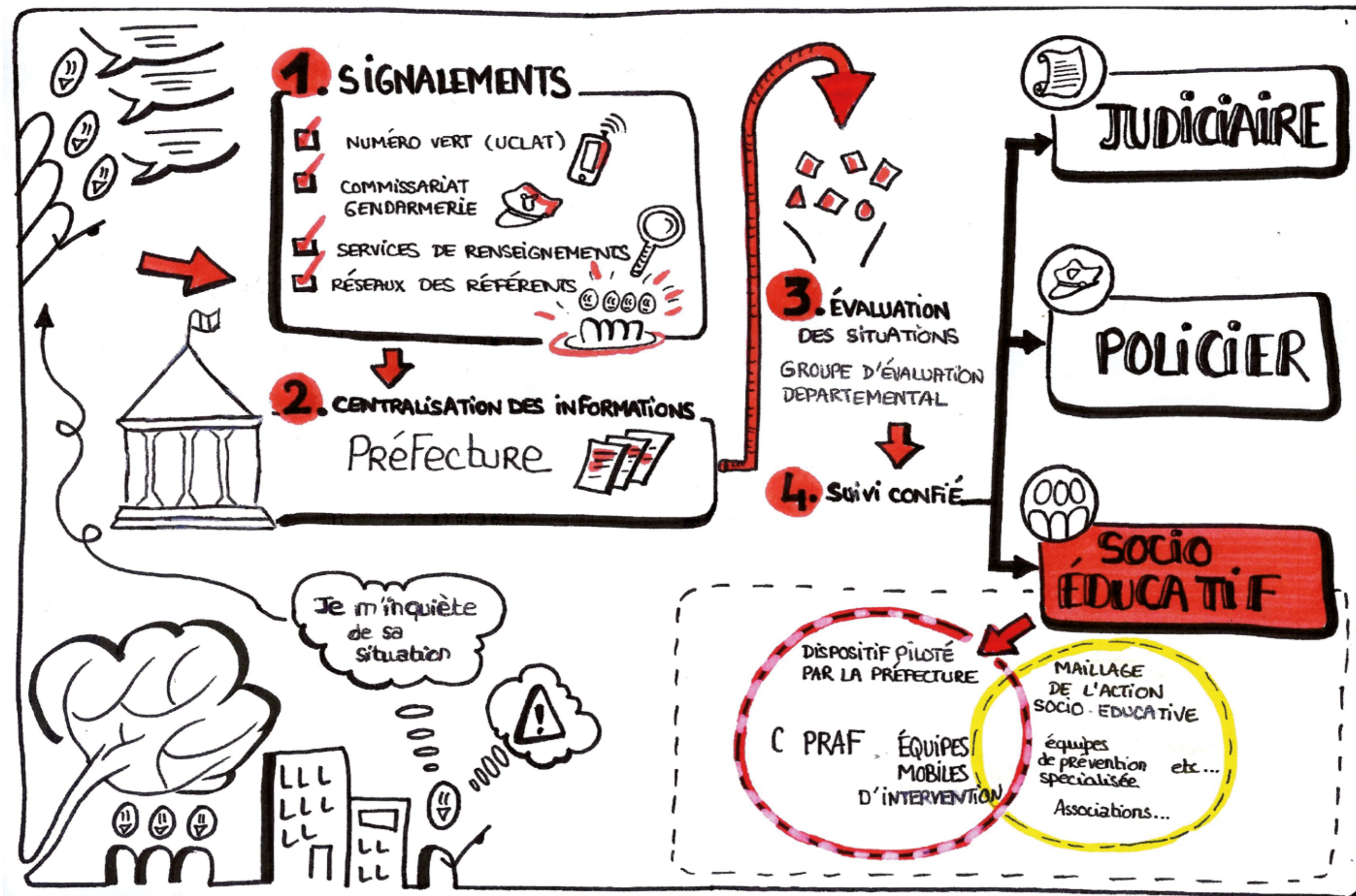
● **La circulaire du 13 mai 2016** du Premier ministre revient à nouveau sur le dispositif de prévention de radicalisation et fixe le schéma de la prise en compte des familles en matière de prévention de la radicalisation. Il s'articule autour de cinq axes : la mobilisation de l'ensemble des services déconcentrés de l'État sur la prévention de la radicalisation, la mise en œuvre des actions déclinées dans les 36 fiches pratiques du guide interministériel de prévention de la radicalisation, les modalités de l'intervention des collectivités territoriales, des caisses d'allocations familiales et des missions locales sur ce champ d'intervention, la mise en place de modules de formation en ligne pour renforcer la sensibilisation des agents publics aux phénomènes de radicalisation et enfin le suivi de ces orientations aux niveaux national et régional.

● **La circulaire du 14 septembre 2016** du ministre de l'Intérieur porte sur la participation des collectivités territoriales (conseils régionaux, préfets de département, conseils départementaux, maires, présidents d'intercommunalité) à la prévention de la radicalisation.

▮ **Le troisième plan présenté le 23 février 2018** est intitulé « Prévenir pour protéger » présente 60 mesures réparties en 5 axes: prémunir les esprits face à la radicalisation, compléter le maillage détection/prévention, comprendre et anticiper l'évolution de la radicalisation, professionnaliser les acteurs locaux, évaluer les pratiques et adapter le désengagement.

● **La circulaire du 13 novembre 2018** du ministère de l'intérieur renforce les échanges entre les maires et les Préfets. Elle prévoit la possibilité pour les Préfets d'informer les maires qui en font la demande sur la situation générale de la menace sur le territoire de leur commune et la désignation d'interlocuteurs de proximité au sein des services de l'état pour signaler des situations de radicalisation présumée et offre aux maires les garanties d'un retour sur les situations signalées. Enfin, elle autorise le préfet, dans certaines situations, à transmettre personnellement au maire des informations confidentielles nominatives.

DISPOSITIF DÉPARTEMENTAL DE PRÉVENTION DE LA RADICALISATION



LA CELLULE D'ÉCOUTE ET D'ACCOMPAGNEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE (13)

Suite à la mise en place du numéro vert, fin avril 2014, le préfet de région missionne en juillet 2014 l'Association départementale pour le développement des actions de prévention (addap13) pour organiser l'accompagnement des familles volontaires dont l'un des proches est impliqué dans un processus de radicalisation.

La Cellule d'Écoute et d'Accompagnement des Familles (CEAF) a été créée en août 2014. L'objectif de départ est d'engager un désamorçage du processus de radicalisation pour les personnes signalées et d'agir en prévention en renforçant les liens familiaux et sociaux.

L'équipe de la CEAF est chargée d'entrer en contact avec ces familles, de proposer une écoute, d'affiner le diagnostic, d'engager un accompagnement (social, éducatif, juridique, psychologique...) puis de passer les relais si nécessaire. Depuis septembre 2015, la cellule oriente davantage son action sur l'accompagnement des personnes radicalisées et le soutien de l'entourage.

Les missions

L'intervention s'inscrit dans le cadre du volet accompagnement social des familles de « jeunes tentés par la radicalisation » mais aussi des personnes signalées résidant sur le département.

- ✦ Prise de contact avec les familles ou la personne à l'origine du signalement, avec la personne signalée.
- ✦ Évaluation de la situation sur les plans sociaux-éducatifs.
- ✦ Accompagnement social et éducatif des personnes à l'origine du signalement afin de soutenir la fonction parentale et préserver les liens familiaux.
- ✦ Accompagnement de la personne signalée.
- ✦ Protection et suivi des fratries.
- ✦ Orientation et passage de relais vers le droit commun.
- ✦ Information et sensibilisation des professionnels des champs sanitaire et social sur le dispositif et les procédures de travail.

Le public

La cellule prend en charge les situations qui ont été signalées à la préfecture et relèvent d'un accompagnement social. Elle intervient auprès des familles des personnes signalées et des personnes signalées, de manière directe ou indirecte. Depuis sa création en 2014, la CEAF a été saisie pour 128 situations provenant de familles ou d'institutions. Les personnes signalées sont pour 59,5 % des majeurs – dont 29% de 18 à 21 ans, 30,5 % de + de 21 ans et 40,5% des mineurs ; 54,7 % sont des filles et 45,3 % des garçons.

L'équipe

L'équipe est constituée de cinq éducateurs spécialisés à temps plein issus des services de prévention spécialisée encadrés par une chef de service, éducatrice spécialisée de formation et le directeur général du pôle Prévention Spécialisée.

Le territoire

La cellule intervient sur l'ensemble des communes du département des Bouches-du-Rhône.

L'organisation du travail de l'équipe et les moyens à disposition

L'équipe intervient en binôme, dont un est référent de parcours du jeune / de la famille. Le binôme coordonne le travail des partenaires impliqués sur chaque situation.

Chaque semaine, l'équipe se réunit, rédige les fiches de liaison transmises à la Préfecture. Un représentant de l'équipe participe à la Cellule Préfectorale d'Accompagnement des Familles. Les éducateurs référents sont amenés à participer ponctuellement aux Cellules Municipales d'Évaluation de la Radicalisation, si une situation présentée est connue. Une supervision mensuelle a été mise en place en 2017 pour l'équipe d'éducateurs.

D'un point de vue matériel, l'équipe dispose d'un bureau dans les locaux du siège social, d'un véhicule de service, d'un ordinateur portable et d'un téléphone par personne.

Le financement

Le financement est annualisé. Il est assuré par le Fonds interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (FIPDR) et le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône.

L'ÉQUIPE MOBILE D'ÉCOUTE ET D'ACCOMPAGNEMENT DE L'ISÈRE (38)

L'équipe mobile d'écoute et d'accompagnement a été créée par le Comité Dauphinois d'Action Socio-Educative - Codase (38) le 11 septembre 2018. Elle propose une réponse d'ordre social qui vise à réinsérer le jeune dans la société en rebâtissant du lien social. Pour ce faire, elle engage des suivis et accompagnements individualisés de jeunes et de leur famille identifiés par la CEPRAF.

Construction d'un accompagnement individualisé, d'une évaluation, d'une veille et d'une attention constante. Proposer une réponse d'ordre sociale qui vise à réinsérer le jeune

Les missions

L'équipe mobile a pour objectif d'assurer l'écoute et l'accompagnement social et éducatif des familles et des jeunes, mineurs ou majeurs, engagés dans un processus de radicalisation qui ont fait l'objet d'un signalement. Elle a plusieurs missions :

- ✦ Prévenir les phénomènes de radicalisation violente par un soutien social et éducatif visant à enrayer ou limiter les décrochages des relations familiales et sociales ainsi que les risques pouvant aller de la perte de son libre arbitre, à la réalisation d'actes criminels.
- ✦ Contribuer à une évaluation, sur le plan social et éducatif, des situations confiées.
- ✦ Assurer une veille et une attention constante sur les situations confiées.
- ✦ Construire un filet social.
- ✦ Soutenir, étayer, assurer les relais avec les équipes de prévention spécialisée.

Le public

Durant les 6 premiers mois qui ont suivi la création du service, le 11 septembre 2018, 16 situations ont été confiées par la Préfecture. Les signalements proviennent de l'Éducation Nationale (5), de la famille (3), des services de protection de l'enfance (3), de l'administration pénitentiaire (2), de municipalité (1), de la surveillance policière des réseaux sociaux (1), de l'équipe mobile (1).

4 mineurs (1 de 11/13 ans, 2 de 14/16 ans, 1 de 17/18 ans) , 12 majeurs (dont 1 a plus de 25 ans). 9 filles et 7 garçons.

La composition de l'équipe actuelle

L'équipe constitue un service de petite taille rattaché au service de Prévention Spécialisée. Elle est composée d'un directeur (0,07 ETP) ; 1 chef de service éducatif (0,07 ETP) ; 2 éducateurs spécialisés à temps plein et 1 psychologue à temps partiel.

Le territoire d'intervention

L'équipe mobile intervient sur l'ensemble du département de l'Isère

L'organisation du travail de l'équipe

L'accompagnement est assuré en binôme (Educateur spécialisé + éducateur spécialisé ou éducateur spécialisé + psychologue) ou seul en fonction des stratégies éducatives et des besoins des jeunes et familles, généralement du mardi au samedi avec possibilité d'intervention le lundi en fonction des situations. L'équipe se réunit une fois par semaine. Elle dispose de deux véhicules, deux téléphones portables et deux ordinateurs ainsi qu'un bureau au sein du service de la prévention spécialisée de l'association.

Un temps d'intervention est dédié au réseau de l'Arc Méditerranéen du CNLAPS et au groupe national du CNLAPS.

Le financeur et financement

Le financement annuel est assuré par la préfecture via le Fond interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (FIPDR).

L'EQUIPE MOBILE D'INTERVENTION DE PREVENTION DE LA RADICALISATION DE LA MARNE (51)

Suite aux attentats de Charlie Hebdo, le club de prévention d'Epernay a recueilli auprès des jeunes suivis dans le cadre du soutien scolaire, leurs avis et expressions sur ces événements. Des propos qui pouvaient être confus et pleins d'amalgames. De ces interventions a émergé un besoin de d'information et de formation sur la thématique de la radicalisation et du fait religieux. Face à ces constats, l'équipe de prévention a également ressenti le besoin d'être formée sur le sujet pour mieux accompagner et désamorcer les phénomènes de fascination et de montée en puissance des tendances radicales exprimées. Ainsi au cours des années 2015 et 2016, le club de prévention a travaillé avec le CNLAPS à l'élaboration d'une formation départementale à destination des travailleurs sociaux confrontés à ce sujet sur le terrain autour des 4 sites principaux d'intervention de la Marne : Vitry-le-François, Châlons-en-Champagne, Reims et Epernay. Au terme de cette expérience, une évaluation globale a été réalisée et transmise aux services de la Préfecture. Le dispositif Equipe Mobile d'Intervention a été créé le 16 juillet 2016.

Les missions

Le dispositif est orienté principalement en direction de la personne signalée. L'accompagnement des familles est assuré par un « référent de parcours » de l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF 51).

Les missions principales du dispositif s'articulent autour de 4 axes :

- ✦ Engager un désamorçage du processus pour les personnes signalées
- ✦ Agir en prévention en renforçant les différents liens (sociaux, familiaux...)
- ✦ Créer un filet social autour de la personne signalée et de son entourage

- ✦ Sensibiliser et former les acteurs de terrain à la prévention de la radicalisation et des équipes de prévention spécialisée de l'association.

La mise en œuvre de ces missions s'appuie sur plusieurs types d'activités :

- ✦ Entrer en contact avec la personne signalée
- ✦ Proposer une écoute
- ✦ Analyser, évaluer et apporter un diagnostic sur la situation
- ✦ Engager un accompagnement social, éducatif, psychologique
- ✦ Assurer dès que possible un relais sur les dispositifs de droit commun

Le public

Depuis la création du service (soit 32 mois d'existence), 49 jeunes signalés ont été accompagnés, parmi eux 76% de filles et 24 % de garçons. Leur âge varie entre 14 et 25 ans dans la proportion suivante : 67% de mineurs et 33% de majeurs.

Si les signalements proviennent tous de la Préfecture, leurs origines premières sont généralement issues de la famille, de l'Education nationale ou des travailleurs sociaux.

L'équipe

Au démarrage de l'action et jusqu'en 2018, deux éducateurs spécialisés (1,5 ETP) ont été mandatés mais une baisse des signalements a contraint le club de prévention à réduire les temps d'intervention. Aujourd'hui, un seul éducateur spécialisé, issu de club de prévention et formé à la spécificité de la thématique intervient. Il existe toutefois des liens réguliers avec le « référent de parcours » de l'UDAF.

Le dispositif a été piloté en gestion directe par la direction de l'association jusqu'au mois de mars 2019. A compter de cette date, l'éducateur en charge du dispositif a pris les fonctions de chef de service en prévention spécialisée. En effet, en raison d'un nombre décroissant des suivis, il demeure aujourd'hui encore le référent et l'intervenant unique d'EMI mais encadre également une équipe de prévention spécialisée.

Le territoire

L'équipe mobile intervient sur l'ensemble du département de la Marne.

L'organisation du travail et les moyens mis à disposition

Un comité technique réunit tous les 15 jours le « référent radicalisation » de la préfecture, le référent parcours UDAF et le référent équipe mobile. Il participe également à la CEPRAF qui se réunit une fois par mois. Des évaluations et comptes rendus sont régulièrement adressés en Préfecture.

Le financement

Le financement annuel est assuré par la Préfecture via le Fonds interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (FIPDR).

LE GROUPE « RADICALITÉS, RADICALISATIONS ET CITOYENNETÉ » MÉTROPOLE DE TOULOUSE (31)

Le Domaine Prévention Jeunesse de la direction de la solidarité et de la cohésion sociale de la Métropole de Toulouse a intégré cette collectivité en janvier 2017 (Loi NOTRe). Ce service public de prévention spécialisée, organisé en régie directe, regroupe un service F.A.J et 9 clubs de prévention spécialisée, implantés sur la métropole toulousaine et sur les villes de Colomiers, Blagnac et Cugnaux, notamment dans le cadre de l'Appel à projet du Plan Pauvreté. Il compte 10 chefs de service, 8 secrétaires, 53 éducateurs pour 11 périmètres d'habilitation. Au travers de ses missions (Travail de Rue, Accompagnement collectif, Accompagnement Individuel et Développement Social Local), les services et les éducateurs interviennent directement dans des territoires potentiellement propices à l'embrigadement radical des jeunes publics (Affaire Merah, frères Clain, Farouk Ben ABBES...).

Même si les équipes ont l'habitude de traiter ces problématiques liées à la marginalisation des jeunes, cette forme émergente de marginalisation meurtrière et médiatique a amené les éducateurs à réinterroger leurs pratiques. C'est dans ce contexte que s'est constitué au sein du Domaine prévention jeunesse, en janvier 2016 le groupe «Radicalités, Radicalisation et Citoyenneté» dont l'objectif principal est d'œuvrer à la construction du filet social autour de toutes les situations de radicalité, (fanatisme religieux ou sociale, addiction, territoire criminalisé, traite des mineurs, errance, maladie psychique,), tant en prévention primaire, secondaire que tertiaire. Ce groupe thématique, fait partie intégrante du Domaine Prévention Jeunesse de la Métropole. Il inscrit son action en relation fonctionnelle avec le Conseil Métropolitain de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (CMSPD-R), qui a la charge de décliner la stratégie nationale du plan de prévention de la radicalisation.

L'ambition de ce groupe «Radicalités, Radicalisation et Citoyenneté» est d'œuvrer à la construction, d'une stratégie d'intervention depuis la mission de prévention spécialisée, visant à la constitution d'un « filet social » autour de toutes les situations de radicalité. (fanatisme religieux ou sociale addiction, territoire criminalisé, traite des mineurs, errance, maladie psychique).

Les objectifs

Ses principaux objectifs sont :

- Recensement des actions portées par la prévention spécialisée au travers des actions de prévention spécialisée, tant en matière d'accompagnements individuels, que d'accompagnements collectifs et de développement social local
- Echange et évolution des pratiques professionnelles
- Renforcement du partenariat opérationnel sur les situations individuelles
- Réalisation d'actions concrètes et adaptées (boîte à outil, charte, accompagnements collectifs et développement social local).
- Formation et sensibilisation (pour éviter confusion et amalgames) et co-construire des articulations et postures professionnelles efficaces.

La composition du groupe

Un groupe de travail, composé d'une dizaine d'éducateurs (un éducateur de chaque club), 3 chefs de service et du responsable de Domaine.

Le territoire d'intervention

Le groupe radicalités intervient sur l'ensemble des périmètres d'habilitation de la métropole toulousaine.

L'organisation du travail

Ce groupe se réunit une fois par mois. Il n'a pas de lien direct avec la CPRAF mais des rencontres ont lieu avec les acteurs qui siègent dans cette instance (par exemple le référent laïcité de la PJJ du territoire, les acteurs de la Cellule de Recueil d'Informations préoccupantes du conseil départemental, la coordinatrice du Conseil Métropolitain de Sécurité et de la Prévention de la Délinquance (CMSPD), les responsables associatifs de l'équipe mobile).

A noter que le responsable du domaine est quant à lui présent en CPRAF, mais au titre de l'ensemble des compétences métropolitaines, et non spécifiquement au titre de la mission de service public de prévention spécialisée.

Le financement

Le groupe est financé par Toulouse Métropole, dans le cadre de l'exercice de la mission de service public de prévention spécialisée, compétence obligatoire et librement administrée conformément à la décision de la Cours Administrative d'Appel de Nantes 21 juin 2017.



DEUX MODÈLES D'ORGANISATION ET D'INTERVENTION



DEUX MODÈLES D'ORGANISATION ET D'INTERVENTION

De la présentation des 4 dispositifs de prévention de la radicalisation, deux modèles d'organisation se distinguent, à savoir un modèle de type « équipe mobile d'intervention » (également appelé Cellule d'Ecoute et d'Accompagnement des Familles, CEAF, dans certains départements) et un modèle de type « groupe de travail intégré au service de Prévention Spécialisée ». Le premier modèle, appelé ici « EMI » concerne les services ou associations qui ont créé un dispositif spécifique dédié à la prévention de la radicalisation avec une équipe spécialisée. Il s'agit du modèle retenu par les structures des Bouches du Rhône, de l'Isère et de la Marne. Le deuxième modèle d'organisation, appelé « Groupe Intégré », réunit des professionnels de la prévention spécialisée au sein d'un groupe de réflexion et de veille sur le sujet de la radicalisation.

Ces deux types de modèles, qui renvoient à des organisations distinctes, présentent des atouts, avantages, difficultés et écueils.

LE MODÈLE I : « EQUIPE MOBILE D'INTERVENTION »

Ce modèle se caractérise par la constitution d'une équipe spécialisée au service de la mission de prévention de la radicalisation, autonome et distincte des équipes de prévention spécialisée.

Son atout premier réside dans le travail d'équipe. En effet, la taille réduite de l'équipe EMI permet un travail de proximité, une bonne interconnaissance et une dynamique porteuse. La mission spécifique de cette petite équipe, ainsi que la jeunesse du dispositif représente un facteur de cohésion, de rassemblement autour du projet collectif. Le travail en binôme apporte également une plus-value.

Deuxième force de l'EMI, le savoir-faire de la prévention spécialisée directement transféré au service de la mission spécifique : la connaissance du maillage territorial, le travail en réseau et partenariat sont transférés dans cette nouvelle pratique avec une certaine efficacité. C'est même l'appui sur l'ensemble des méthodes issues de la prévention spécialisée qui va servir ce nouvel objectif, avec une capacité à prendre du recul sur sa pratique et sur les situations rencontrées. Les équipes relèvent un confort de travail accru : file active de jeunes accompagnés moindre qu'en prévention spécialisée, moyens alloués suffisants, facilitation des démarches d'insertion ... Cette compétence de la prévention spécialisée est complétée dans les EMI par une spécialisation, voire une expertise du phénomène de radicalisation qui permet une bonne adaptation de la réponse éducative et de l'accompagnement social. La possibilité de dissocier dans certaines EMI l'accompagnement des familles de celui du jeune, en distinguant les références, comme c'est le cas entre l'UDAF et l'EMI de la Marne invite à une approche globale. L'UDAF départementale est associée au suivi des personnes signalées pour l'aspect « prise en charge sociale et familiale ». Ainsi, les actions sont menées conjointement par l'EMI et l'UDAF, la première sur le plan individuel de l'accompagnement du jeune et la seconde sur le plan des moyens sociaux à mettre en œuvre pour la personne et sa famille.

LE TRAVAIL PARTENARIAL EMI-UDAF DE LA MARNE : PARTAGE DES RÔLES, COMPLÉMENTARITÉ ET REGARDS CROISÉS

Le dispositif de la Marne prévoit de confier l'accompagnement des jeunes et de leur famille à deux acteurs distincts, à savoir l'EMI porté par le club de prévention d'Épernay et l'UDAF. Un binôme est ainsi constitué par l'éducateur spécialisé de l'EMI et le référent de parcours (médiateur familial) de l'UDAF. Leurs tâches et rôles sont clairement distincts puisque l'EMI est en charge de l'accompagnement du public jeune (mineur et majeur) signalé pour radicalisation sans rencontrer les familles et le référent de parcours travaille uniquement avec la famille de la personne signalée. Les deux acteurs travaillent ensemble, se coordonnent et soignent leur communication dans une transparence complète.

La coopération vise à la fois le désengagement des jeunes du processus de radicalisation et le soutien à la parentalité. Ainsi les résultats positifs se situent sur ces deux versants : l'adhésion du jeune à un parcours d'intégration notamment scolaire ou d'insertion professionnelle et la place de parent retrouvée par les pères et mères en difficultés.

Cette articulation permet de croiser les regards sur les situations pour une efficacité de l'intervention. Elle amène une continuité de l'action éducative menée par l'EMI dans le milieu de vie du jeune. Et inversement les observations et positionnements de la famille peuvent aboutir à un travail éducatif auprès du jeune.

Ce travail partenarial associe également tous les acteurs adaptés à la situation globale du jeune et de sa famille (Prévention Spécialisée, Protection de l'Enfance, Education Nationale, Protection Judiciaire de la Jeunesse ...). Le rôle de la Préfecture et du référent radicalisation est essentiel, il facilite l'échange d'information et l'accès aux dispositifs de droit commun, permet de gagner du temps, d'être plus efficace, de débloquer les situations complexes.

Le binôme d'acteurs a, au fil du temps et notamment sur la dernière année, élaboré un protocole de travail partenarial informel très opérant. En premier lieu, la CPRAF saisit le binôme d'acteur. Quand les jeunes signalés sont mineurs, c'est le référent de parcours de l'UDAF qui prend contact d'abord avec la famille. Celle-ci est alors sensibilisée et peut donner son autorisation pour que l'EMI intervienne auprès de l'enfant. Bien sûr si c'est la famille elle-même qui a signalé le jeune, alors son adhésion est presque acquise de fait. Si ce n'est pas le cas, le référent de parcours travaille alors autour de l'accueil de l'annonce du signalement et de l'acceptation par la famille de ce travail à mener avec leur enfant. Il va être l'interlocuteur privilégié pour les familles et celles-ci ne solliciteront pas le professionnel de l'EMI.

Si le jeune signalé est majeur, l'EMI peut aller directement à sa rencontre sans autorisation parentale, l'UDAF intervient par la suite si le jeune a une famille (ce n'est pas toujours le cas) mais c'est l'EMI qui dans ce cas « prépare le terrain » pour le référent de parcours et non l'inverse.

La qualité de ce travail est liée à la bonne interconnaissance des deux professionnels mobilisés dans ce partenariat, à la clarté de la répartition des rôles et à la qualité de leur communication. Une rencontre bimensuelle a lieu en commission technique en présence du référent de la Préfecture. Ils sont également tous les deux présents en CPRAF. Leurs pratiques sont harmonisées, ils sont vigilants à garantir une cohésion et une cohérence dans leur discours, dans leur accompagnement.

Au niveau institutionnel, ce fonctionnement permet une projection budgétaire et une gestion similaire à un service de prévention spécialisée. La distinction des services et de leurs spécificités permet une clarté dans les fonctions et positionnements respectifs des professionnels. La structure bénéficie en outre d'une reconnaissance par les acteurs du territoire et d'une légitimité à intervenir dans la nouvelle mission.

La pluridisciplinarité des équipes et notamment la présence d'un psychologue pour l'accompagnement du public, comme c'est le cas de l'Isère, est également une force, permise parfois par la mutualisation de cette ressource humaine avec l'ensemble des services de prévention.

Au niveau des risques de ce choix d'organisation, le premier à relever concerne l'aspect budgétaire : en l'absence d'une dotation pérenne, le service est soumis à une fluctuation de ses ressources humaines, ce qui peut entraver son efficacité. Les financements, corrélés à la problématique de

la radicalisation et à son actualité sociétale, sont de fait précaires. Il est évident que les moyens alloués au dispositif sont un paramètre important à prendre en considération et ils diffèrent d'un département à l'autre.

De plus un turn over trop conséquent au sein de l'équipe a un effet déstabilisant pour un service peu doté en moyens humains. Comme dans tout dispositif partenarial, un des points de fragilité tient aux changements de personnes, pilote et partenaire, qui impactent le type de situations confiées et les critères d'entrée et de sortie du dispositif. Les profils des situations qui font l'objet d'une saisine en CPRAF et les critères d'entrée et de sortie du dispositif dépendent de l'évaluation et du partenariat local. Il existe des singularités départementales qui rendent impossible une appréhension homogène sur l'ensemble du territoire français.

Enfin, l'étendue géographique du territoire peut aussi constituer un frein pour les intervenants qui couvrent l'ensemble d'un département.

MODÈLE 2 : « GROUPE INTÉGRÉ »

Le modèle de type « groupe intégré » comme l'a mis en place et développé le service de prévention spécialisé de Toulouse Métropole a pour objet le pilotage, la coordination, la veille, la recherche action, le développement du réseau et partenariat. Il est le relais, l'interface, la facilitation de la prise en compte de la thématique par l'ensemble des équipes de prévention spécialisée.

L'atout central est celui de la mobilisation de l'ensemble de la prévention spécialisée sur ce thème puisque chaque club est représenté et est relais auprès du reste de l'équipe. Ce groupe est moteur pour tout le service de prévention spécialisée dans les différents projets qui couvrent un champ plus large que celui de la radicalisation (d'où les termes de radicalité et citoyenneté retenus par la Toulouse Métropole). Ce modèle insiste sur l'articulation entre les missions de prévention spécialisée et celles de prévention de la radicalisation. Les projets émergents sont portés par les équipes de prévention après un diagnostic territorial minutieux et une mobilisation des acteurs concernés, incluant les habitants des territoires.

Un deuxième point remarquable est la portée territoriale d'un tel dispositif. En effet, l'ensemble du périmètre habilité par la prévention spécialisée est concerné et représenté au sein du groupe de travail. Par contre les zones non couvertes ne relèvent pas du dispositif.

Autre élément important, ce fonctionnement ne convoque pas que de l'accompagnement individuel mais également les autres leviers de la prévention spécialisée, à savoir les actions collectives et le Développement Social Local.

Par ailleurs, puisque les situations concernées ne sont pas celles repérées par la CPRAF, le dispositif peut porter son attention sur toute situation préoccupante et sur des formes de radicalités autres que la radicalisation religieuse. Le transfert de compétence et d'expertise vers ces autres formes de marginalisation, de violence et de danger peut ainsi trouver un espace et une pertinence.

Si les attentes et la pression politique sont peut-être moins fortes que pour les EMI, le dispositif peut également souffrir d'une moindre reconnaissance par les acteurs institutionnels, tels la Préfecture. Les enjeux politiques sont présents mais leur nature n'est pas claire pour autant ni ne met d'accord les professionnels et invite à se demander si le portage par une collectivité locale est une force ou une faiblesse.

Enfin, est relevée la flexibilité du dispositif : pas de recrutement dédié, des fonds pris sur le budget de fonctionnement du service de prévention, complété d'enveloppes spécifiques liées à la thématique et au champ sécuritaire, une rotation ou interchangeabilité des professionnels participants possible ...

Toulouse Métropole

CPRAF

Groupe Radicalités,
Radicalisation et
citoyenneté

ENTOUT 9 ÉQUIPES

Équipe de prévention
spécialisée

Équipe de prévention
spécialisée

Équipe de prévention
spécialisée

LES ACTIVITÉS DES ÉQUIPES



LES ACTIVITÉS DES ÉQUIPES

RAPPEL « REPÈRES POUR LA PRATIQUE » VOLUME I¹

La démarche d'intervention des équipes se décline autour de 4 séquences principales :

1. L'identification de la personne signalée et de sa famille : la transmission et l'échange des informations, le travail en équipe autour de la situation confiée, la préparation de l'intervention.
2. L'établissement de la relation avec la personne signalante : le premier contact téléphonique en binôme d'éducateurs (un travail nécessairement en binôme, les objectifs à atteindre), l'organisation et la concrétisation du premier rendez-vous en binôme d'éducateurs
3. L'évaluation et les propositions d'accompagnement : l'évaluation diagnostique de la situation, les propositions d'accompagnement
4. La fin de l'accompagnement

Des pratiques spécifiques ont été documentées : le travail d'accompagnement des familles, le travail avec les personnes « signalées » direct et indirect, la construction d'un filet social, une mission sociale dans un contexte sécuritaire, un travail en équipe resserrée, une dynamique d'évaluation permanente.

En effet, au sein des EMI, le travail de coopération s'opère à différents niveaux : un premier dans le binôme d'intervenants - de l'équipe ou des acteurs porteurs du dispositif pour la Marne – pour le travail autour de l'accompagnement, de l'évaluation et de sa formalisation et un second, plus large, incluant l'équipe élargie, l'environnement institutionnel et plus particulièrement la CPRAF dont les pilotes et les membres peuvent être considérés comme partenaires privilégiés, contributifs à l'évaluation et à la définition des orientations et préconisations.

Bien que l'accompagnement soit essentiellement individualisé, certaines équipes développent des articulations avec des actions éducatives collectives, de type chantiers, avec des configurations variables, à adapter selon les situations.

LES CHANTIERS

Différents types de chantiers qui peuvent être mobilisés dans le cadre des accompagnements des jeunes de l'EMI : les chantiers éducatifs proposés par l'association Synergie Chantiers Educatifs qui s'appuie sur des éducateurs techniques (restauration, peinture, espaces verts...) ; des chantiers d'équipe qui sont des chantiers courts, peu techniques conduits par l'éducateur d'une équipe avec quelques jeunes et les chantiers permanents d'une semaine à 15 jours avec un éducateur pour lesquels il faut déposer un dossier examiné en commission avec Synergie en présence de la mission locale. Il existe également des chantiers dits « en renfort » où l'éducateur référent vient avec un jeune sur un chantier existant sur un ou plusieurs jours qui permettent de combiner accompagnement individuel et collectif.

Les fonctions investies par l'EMI sont plurielles : écoute, soutien dans des démarches individuelles, médiatisation, évaluations, création du filet social, en lien avec le travail partenarial, prévention pour désamorcer le processus.

Bon nombre d'actions socio-éducatives sont destinées à agir sur les ruptures qui peuvent être familiales, amicales, scolaires, professionnelles. Mais il semble que la question des relations familiales prédomine. La conversion des jeunes filles notamment ou le processus d'embrigadement de l'enfant plus largement provoquent une rupture avec la famille et l'entourage. La restauration des liens familiaux se travaille à partir d'entretiens de médiation, de sorties familiales, d'entretiens sociaux ou psychologiques avec la famille. La réinscription sociale et citoyenne est également l'objet d'attentions de la part des équipes et passe par un travail autour de l'accès aux droits, de la participation à des projets.

Les moyens alloués à cet accompagnement font débat parmi les professionnels avec une vigilance sur les supports d'interventions mobilisés. Il importe, pour certains, que les outils mobilisés restent ceux de la prévention spécialisée avec les mêmes précautions relatives à la participation et à l'implication des jeunes. D'autres préconisent, à l'instar du Danemark et de son EXIT Programme, que l'intervention se concentre sur l'affectation des droits réels des personnes.

DES LOGIQUES COMMUNES D'INTERVENTION AUX EMI

Quel que soit le territoire géographique d'intervention, pour les équipes de prévention spécialisée engagées sur des dispositifs de prévention de la radicalisation type équipes mobiles, il est possible de repérer des missions et pratiques communes autour des modalités de prise en charge des personnes signalées et de leur entourage.

L'accompagnement des EMI s'est d'abord construit à partir et en appui aux familles signalantes. Un glissement s'est progressivement opéré, compte tenu des évolutions liées aux origines des signalements (plus de partenaires, moins de familles) et du contexte géopolitique et sociétal, des familles vers les jeunes. Un changement de focale s'est opéré des familles vers les jeunes signalés. Toutefois, si la famille n'est pas à l'origine du signalement, les premières démarches des équipes consistent à informer et rechercher l'adhésion des familles.

L'accompagnement est très individualisé et s'appuie sur différents outils : observations, entretiens téléphoniques et physiques avec le jeune, avec la famille (écoute et/ou échanges), accompagnements physiques, prise de contact et/ou rencontres de partenaires, sorties loisirs et/ou culturelles individuelles ou familiales pour passer du temps avec la personne quand la relation est installée, pour contribuer à la restauration de liens.

Les professionnels s'appuient sur une méthodologie socio-éducative. Ils élaborent un projet d'accompagnement régulièrement évalué, les stratégies et les objectifs font l'objet d'adaptations permanentes. Le partenariat avec les acteurs de la sécurité (gendarmerie, services de renseignements territoriaux) peut être un levier important dans certaines situations pour déterminer des stratégies d'intervention. Le travail en équipe et en partenariat sont centraux.

1- Pour plus de précisions sur ces éléments, cf. « Repères pour la pratique ». Les cellules d'écoute et d'accompagnement. Partage d'expériences issues de la prévention spécialisée pour éclairer une approche socio-éducative des phénomènes de radicalisation, 2017.



Sortir d'une impasse relationnelle familiale liée à la conversion

Une jeune femme convertie à l'Islam est en conflit violent avec sa famille qui ne tolère pas son choix et décide de la « dé-radicaliser par la force », brimades, insultes, humiliations et rejets deviennent le quotidien pour cette jeune majeure qui en réaction, rigidifie elle-aussi son positionnement.

Les tensions sont palpables lorsque le binôme référent entame les premiers entretiens individuels et familiaux. La jeune femme a quitté le domicile familial et s'est repliée sur elle-même avec une pratique religieuse de plus en plus rigoriste. Il n'y a plus de dialogue avec ses parents.

Le binôme référent va alors multiplier les temps de rencontre et de médiation et entame un travail centré sur le repérage des rôles et places de chacun en lien avec leur libre arbitre.

Au fil de l'accompagnement qui aura duré 18 mois avec des rencontres quasi hebdomadaires, la situation va peu à peu s'apaiser et la jeune femme, tout en conservant sa religion, va progressivement retrouver une pratique plus modérée, une tenue vestimentaire moins stigmatisante, s'inscrire dans un club de sport, se socialiser à nouveau et reprendre sa scolarité. Elle a également réintégré le domicile familial.

Le non jugement, le respect de chacun, la disponibilité des intervenants et le partage commun du diagnostic a permis de sortir d'une impasse relationnelle familiale ; la prévention du risque a pris dans cette situation tout son sens.



Médiation et accompagnement vers le soin

Un adulte en grande instabilité psychique est accompagné par l'équipe. Au moment des premières rencontres, il vit dans la rue, ne prend plus son traitement médicamenteux, ne bénéficie plus de suivi thérapeutique et sa situation administrative s'avère particulièrement compliquée. Un filet social s'organise rapidement autour de cette situation, les partenaires (Centre Médico-Psychologique, Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation et Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale) sont mobilisés et l'équipe va progressivement mailler une prise en charge adaptée aux besoins de la personne. Le diagnostic est partagé avec les partenaires, l'équipe coordonne une triple action éducative, sociale et thérapeutique où chaque acteur occupe une fonction. Les temps d'entretien avec la personne sont fréquents et réguliers, l'investissement est important et la situation évolue.

Les accompagnements dans un premier temps relationnels, deviennent ensuite physiques dans les démarches et la personne entre peu à peu dans les dispositifs de droit commun. Quelques régressions subsistent encore mais sont travaillées et prennent sens pour elle. Le retour vers le soin s'engage parallèlement au déblocage de la situation administrative et de la problématique logement.

Au terme du suivi, la personne bénéficie d'un retour à une situation stabilisée. L'engagement dans le travail de l'équipe et du partenariat a démontré son efficacité et a mis en valeur l'action coordonnée dans le champ de la prévention.

Accompagnement individuel et familial

Après évaluation d'une situation d'adolescente signalée, les éducateurs référents ont orienté son action vers un besoin prioritaire de médiation au sein de la cellule familiale. Un partenariat rapproché avec le service d'Action Educative en Milieu Ouvert axé sur la restauration des liens mère/père/fille s'est donc mis en place et a permis de travailler sur le rôle et la place de chacun.

Des temps d'écoute et de rencontre ont été nécessaires pour aider l'adolescente et sa famille à verbaliser leurs difficultés de communication et d'incompréhension vis-à-vis du choix de la jeune femme à entrer dans une pratique religieuse rigoriste. Cela a également été l'occasion d'effectuer un travail sur les métamorphoses liées à l'adolescence (le corps, la sexualité, le passage entre l'enfance et l'âge adulte, l'affirmation de soi...).

C'est la relation de confiance qui s'est établie progressivement entre le professionnel, l'adolescente et la famille qui a permis de solliciter auprès du juge des enfants un maintien du suivi dans le champ de la protection de l'enfance.

Le critère de réussite repose ici sur le choix d'un partenariat pertinent et adapté à la problématique de la situation.



Les modalités d'accompagnement sont issues des pratiques de l'éducation spécialisée : la bienveillance, l'écoute, l'accueil de la personne, la prise en compte et l'évaluation de ses besoins. L'investissement du professionnel dans la relation et son intensité sur les temps clés de l'accompagnement vont permettre de soutenir le processus de désengagement. Progressivement la mise en place d'actions ponctuelles ou régulières en direction de la personne ou de son entourage va s'étoffer : entretiens individuels, démarches administratives, médiation au sein de la famille, chantiers éducatifs, etc. Il s'agit de prendre en compte la situation dans toute sa complexité et sa globalité, y compris de considérer ses dimensions spirituelles et /ou philosophiques.

Chaque dispositif utilise ainsi les ressources et les moyens propres à la prévention spécialisée en les ajustant à la spécificité du processus de radicalisation. Il est d'ailleurs mis en évidence dans les actions de prévention communes, le développement social local, les actions de prévention primaire en proximité avec le public (groupe de parole, table de la laïcité, formation par les pairs, etc.)

Le travail de partenariat et de réseau correspond également aux mêmes attendus dans la mesure où il va servir à étayer le filet social et contribuer au projet d'accompagnement global de la personne. Dans cette perspective, l'équipe élargie aux autres professionnels, peut jouer à son tour un rôle de régulation et d'élaboration pluridisciplinaire qui va permettre aux référents d'obtenir des regards croisés sur la situation et sur les pistes d'interventions éducatives et sociales à mener.

L'importance des écrits, bilans et fiches de liaison est un aspect que l'on retrouve aussi de manière transverse à chaque situation. Ils occupent une grande place dans l'activité des membres de l'équipe. Aux écrits professionnels internes, s'ajoutent les écrits d'évaluation et les bilans adressés en Préfecture et pour partie partagés avec les membres de la CPRAF.

De ce fait, si les activités communes des différents services correspondent principalement à un choix dans la stratégie d'intervention (service dédié), il ressort également le constat d'une empreinte marquée par les missions et les compétences propres à l'éducation spécialisée où in fine, les intervenants opèrent à partir de savoirs faire et être issus de leur formation initiale en travail social. C'est aussi et d'ailleurs ce qui les distingue des autres composantes de la CPRAF (police, justice, renseignements, etc.) dans la mesure où cet ancrage en sciences humaines est pensé dans une logique de complémentarité vis-à-vis du regard porté sur la personne accompagnée. Ainsi, chaque situation est analysée à partir d'une « grille de lecture » psychologique, sociale, éducative, sociologique, anthropologique, etc. où les actions ne viennent pas directement régler un trouble à l'ordre public mais visent à réintégrer la personne dans un parcours.





La médiatisation des relations familiales par une EMI

Un jeune homme se désocialise progressivement : repli sur soi, rupture de la scolarité, délitement du lien social habituel et commence à se tourner vers une pratique religieuse rigoriste. Au niveau familial, la mère souffre de cette situation et adopte en réaction à cette attitude, une posture de rejet qui renforce davantage la posture de l'adolescent. La sœur de ce dernier est elle-même prise dans cet entre-deux qui vient générer un conflit de loyauté vis-à-vis de son frère et de sa mère au sein de la cellule familiale. L'équipe intervient au moment où la crise atteint son paroxysme (plus aucun échange constructif, agressivité verbale et positionnements fermés de chacun des protagonistes).

« Deux cafés et un soda » pris dans un lieu neutre serviront de point de départ aux intervenants qui vont au fil des rencontres, réaliser un travail de médiation au sein de la famille, articulé avec des temps de prise en charge éducative d'abord avec le jeune, puis avec le jeune et sa sœur. Cet accompagnement est travaillé en équipe et soutenu par la psychologue du service qui participe pleinement au déroulé de l'action.

Parallèlement, un travail en direction de la mère s'organise, notamment autour de sa place, de son rôle

et de la restauration de sa fonction parentale (signer une autorisation de sortie éducative par exemple), l'équipe lui permet ainsi et progressivement de « faire un pas de côté » vis-à-vis de ses craintes et de l'acceptation du choix religieux de son fils. Pris dans cette dynamique de réconciliation et de retour à un apaisement familial, ce dernier va lui aussi accepter de revenir sur ses positions radicales et renouer des liens affectifs et sociaux.

Au terme de l'accompagnement, la cellule familiale s'est recomposée avec pour chacun, un espace de parole retrouvé et une meilleure compréhension du phénomène qui a fait crise à un moment précis. Le service de prévention spécialisée est en mesure de prendre le relais sur cette situation qui glisse à présent dans une logique de droit commun.

progressivement entre le professionnel, l'adolescente et la famille qui a permis de solliciter auprès du juge des enfants un maintien du suivi dans le champ de la protection de l'enfance.

Le critère de réussite repose ici sur le choix d'un partenariat pertinent et adapté à la problématique de la situation.



LES SPÉCIFICITÉS DE LA MÉTROPOLE TOULOUSAINE

Dans son mode opératoire, la métropole a choisi de travailler en premier lieu la question de la prévention de la radicalisation comme une problématique liée à la protection de l'enfance ; sans pour autant nier les processus violents, la réalité de la radicalisation est appréhendée comme faisant partie des manifestations de la jeunesse dans sa confrontation au monde des adultes. La radicalisation est en effet appréhendée comme un symptôme lien avec la question de la construction identitaire propre à l'adolescence et son rapport, fait de conflits et d'analogies, avec son environnement et son contexte sociétal.

En l'occurrence, pour les intervenants de la métropole, il s'agit d'un positionnement clair et historique faisant partie des missions premières de la prévention spécialisée, l'enjeu étant d'intégrer la prévention des radicalités aux pratiques courantes de la prévention généraliste en évitant de passer sur un modèle sécuritaire, éloigné du champ de la jeunesse.

L'approche est définie par les équipes comme globale et se distingue des dispositifs spécifiques et dédiés à la radicalisation par la création depuis 2016, du groupe «Radicalités, Radicalisations et Citoyenneté» dont l'objectif principal est d'œuvrer à la construction du filet social autour de toutes les situations de radicalité. Un collectif de travail pluri-institutionnel est mis en place et a pour mission de renforcer les actions portées par la prévention spécialisée à partir du recensement des pratiques de terrain en matière de préventions primaire, secondaire et tertiaire.

LA NOTE DU 22 JUIN 2018 PRÉSENTE L'ORGANISATION DE LA PRÉVENTION SPÉCIALISÉE AU REGARD DE LA RADICALISATION DE LA MANIÈRE SUIVANTE :

Contexte local : Plusieurs individus issus de la mouvance salafiste toulousaine sont connus pour des faits de terrorisme : les frères Clain - qui ont revendiqué les attentats du 13 novembre -, Farouk Ben Abbes - soupçonné d'avoir participé aux attentats du Caire en 2009, Sabri Essid - dont le beau-fils de 12 ans apparaîtrait dans une vidéo de propagande de l'État islamique -, et bien sûr Mohamed Merah, auteur des tueries de mars 2012 à Toulouse et Montauban.

Les services de l'État, depuis deux ans, décrivent « l'ampleur du phénomène de radicalisation » en Haute-Garonne, en le situant, à lui seul, avec 300 individus fichés S, à 26% de l'ensemble des signalés au niveau régional. Plaçant de ce fait la région Occitanie devant la région Sud et au niveau national, en deuxième position derrière l'Île-de-France.

Du point de vue de la prévention spécialisée, le profil de ces jeunes assassins et leurs territoires vécus recoupent nos territoires d'intervention et le profil de jeunes et l'environnement direct des publics de nos équipes.

Le guide de la prévention spécialisée, décrivant les enjeux et méthodes de travail, coproduit par les agents au moment des attentats de Paris y fait d'ailleurs expressément référence : «... ces nouvelles formes de marginalisation apparaissent de nos jours et portent atteinte au discernement éclairé des jeunes, pourtant nécessaire à leur émancipation citoyenne. Ces nouveaux processus de marginalisation aliénante prennent la forme d'une montée des questions de santé mentale, de la remise en cause du modèle républicain par la radicalisation et le fanatisme religieux, voire concernent les nouvelles formes d'addictions (prise d'alcool rapide, jeux vidéo, ou encore hyper valorisation de l'image du corps). Et toutes intéressent la prévention spécialisée au titre de ses missions de protection de l'enfance. » p. 13-14.

« La prévention spécialisée reste vigilante aux nouvelles formes de marginalisation, telles que la radicalisation et le fanatisme religieux, afin d'accompagner les jeunes vers une citoyenneté éclairée, dans le respect de la déclaration du CNLAPS suite aux assassinats du 7 janvier 2015. La PS défend les principes de la République en donnant la parole au jeunes en les accompagnant vers la citoyenneté. Face à cela, les rappels à l'ordre, à la loi ou à la règle ne suffiront pas. Les mesures éducatives doivent proposer une offre alternative forte. Une éducation égalitaire, laïque et démocratique susceptible d'encourager les jeunes à se construire dans l'autonomie et la pensée critique. Le parcours citoyen peut en constituer le chemin, la méthode du débat argumenté l'outil. » p. 27

Pour permettre une dynamique professionnelle autour de l'échange de pratiques, face à ce nouveau processus de marginalisation auquel les clubs de préventions répondent à l'échelle de leur territoire, un groupe thématique « Radicalités, Radicalisation et Citoyenneté » a été institué, regroupant des éducateurs et chefs de services de chacun des huit clubs de prévention. Ce groupe a vocation à échanger avec les différents acteurs institutionnels confrontés aux mêmes enjeux d'élaboration de stratégies et d'adaptation de pratiques professionnelles, face aux phénomènes de radicalisation impliquant des mineurs ou jeunes majeurs.

Ce groupe a donc réalisé un premier travail de recensement des actions menées, en les regroupant selon la forme d'intervention : suivis individuels - actions collectives - Développement social local, et le niveau de prévention : primaire, secondaire et tertiaire.

En outre, des réunions de travail avec la Cellule de Recueil des Informations Préoccupantes (CRIP) du Conseil Départemental 31, sur la base de situations ayant nécessité de solliciter le numéro vert de signalement de situation préoccupantes relatives à la radicalisation, ont été mises en place. De même, un temps de travail avec les services de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ), est prévu, afin d'échanger sur les postures professionnelles éducatives à tenir face à des situations d'embrigadement et de radicalisation.

S'agissant des suivis individuels, des co-suivis Clubs/PJJ peuvent exister dans le cadre de la prévention secondaire, voire tertiaire, et une articulation avec la CRIP est mise en place, notamment en cas de mobilisation de la procédure de prévention du numéro vert.

Toulouse Métropole est aussi représentée, par son référent radicalisation, en la personne du responsable du domaine prévention jeunesse, au sein de la Cellule Préfectorale en charge de la prévention de la Radicalisation et de l'Accompagnement des Familles (CPRAF). Ainsi sous l'égide de la Préfecture, la participation à cette cellule de Toulouse Métropole, œuvre à la mise en œuvre du programme national de lutte contre la radicalisation violente et les filières terroristes.

L'accent est également mis sur les échanges de savoirs et de pratiques autour de l'évolution du secteur et des partenariats formels ou innovants.

Des actions de formations et de sensibilisations à la thématique sont aussi pensées pour garantir l'actualisation des connaissances auprès des professionnels et éviter les amalgames ou les confusions dans la spécificité des accompagnements.

EXEMPLES D'ACTIONS DE FORMATION ET DE SENSIBILISATION

En mai 2016, la Ville de Toulouse a souhaité soutenir et accompagner l'initiative de l'Université Jean Jaurès pour que le plus grand nombre de villes européennes se joigne au projet PRACTICIES « *Partenariat contre la radicalisation violente dans les villes* », mobilisant 19 villes européennes et les réseaux de l'European Forum for Urban Security et l'European Coalition of Cities Against Racism (UNESCO). L'Université Jean Jaurès a obtenu une réponse favorable de la Commission européenne le 5 janvier 2017, suite à sa candidature à l'appel à projets européens au titre du Défi Sécurité (Des Sociétés Sûres - Protéger la Liberté et la Sécurité de l'Europe et des Citoyens) du programme Horizon 2020.

La Ville de Toulouse est impliquée dans deux groupes de travail portant sur la prévention précoce et l'éducation inclusive en matière de citoyenneté, ainsi que sur l'expérimentation différents outils développés par le projet dont, l'action « Agora », la plateforme « Digital Me » et l'action « Serious Games ».

Dans ce cadre la Direction de la Cohésion Sociale et des Solidarités et son Domaine Prévention Jeunesse, propose de mettre en avant une démarche de recherche action de développement social local, auquel trois clubs de prévention ont contribué, sous la forme du projet « Vivre Ensemble ». Ce projet en fédérant des acteurs locaux, associatifs et institutionnels, durant deux ans, a permis de développer des outils de prévention primaire autour des question de radicalisation notamment. Ce travail de recherche action a été réalisé sous la direction de Mme Chahla Chafiq de l'ADRIC, avec un cofinancement Ville de Toulouse, Département, Région et Etat.

Ce travail a débouché par la mise en place d'outils visant à l'organisation de débats argumentés, au sein de collège et de MJC. Cette démarche et ces outils sont accessibles sur le site : <https://citoulouse.wordpress.com/boite-a-outils-laicite/>

Les situations individuelles ne sont pas directement traitées dans une logique d'élaboration du projet d'accompagnement, il s'agit davantage d'un travail de mise en commun des réflexions pour étoffer et développer l'aspect opérationnel du maillage partenarial.

Finalement, l'action du groupe « Radicalités, Radicalisations et Citoyenneté » se situe en amont de la mise en œuvre du projet d'accompagnement en travaillant sur les leviers de préventions primaires auprès des publics jeunes. Puis c'est à partir d'allers-retours constants entre les clubs de prévention et le groupe qu'est pensé le maillage associatif et partenarial, rendu individualisé et personnalisé à l'aune de la situation rencontrée.

Contrairement aux autres dispositifs, le groupe « Radicalités, Radicalisations et Citoyenneté » ne participe pas à la CPRAF mais y est indirectement représenté par le responsable du Domaine Prévention Jeunesse de la Direction de la solidarité et de la cohésion sociale qui y siège pour la Métropole de Toulouse.

LA PRÉVENTION DE LA RADICALISATION, UN DISPOSITIF DE DROIT COMMUN POUR LA MÉTROPOLÉ

Une personne est repérée dans la rue par une équipe de prévention spécialisée, plusieurs faisceaux inquiétants alertent les professionnels quant à une possible radicalisation.

Toulouse métropole va étayer et expérimenter un filet social d'accompagnement à partir de son savoir-faire en matière de prévention et d'accès au droit commun.

Le travail d'adhésion de la personne à la proposition d'aide et d'accompagnement relève de la technicité des éducateurs de la prévention généraliste. C'est à partir de ce point de départ que va s'articuler et s'élaborer un projet de suivi.

Un diagnostic partagé avec les acteurs sociaux du territoire va ensuite permettre d'identifier une stratégie d'accompagnement puis de la mettre en œuvre en tenant compte de la pertinence des choix opérés. Au terme de l'action entreprise, la personne est pleinement réinscrite dans un parcours de droit commun.

LA PLACE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE DANS LES DISPOSITIFS

Dans les différentes organisations, la protection de l'enfance occupe une place importante dans l'élaboration des projets d'accompagnement et reste au cœur des missions des clubs ou services de prévention spécialisée engagés sur la prévention de la radicalisation. D'abord parce qu'historiquement, les actions menées en prévention s'adressent principalement à un public jeune, ensuite, parce que le cadre législatif lié à l'article 375 du Code Civil indique que « *si la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur non émancipé sont en danger, ou si les conditions de son éducation ou de son développement physique, affectif, intellectuel et social sont gravement compromises, des mesures d'assistance éducative peuvent être ordonnées par justice à la requête des père et mère conjointement, ou de l'un d'eux, de la personne ou du service à qui l'enfant a été confié ou du tuteur, du mineur lui-même ou du ministère public* ».

En ce sens, la situation des personnes mineures signalées pour leur « radicalisation » est caractérisée par la notion « d'enfance en danger » et relève pleinement du champ de compétences des intervenants en prévention spécialisée. Le phénomène de radicalisation est alors un symptôme, un signe du danger encouru par le jeune, qui donne une légitimité d'intervention à l'ensemble du secteur de la protection de l'enfance.

Les dispositifs ont d'ailleurs été questionnés, voire critiqués, lors de leur création notamment en raison de l'aspect sécuritaire de l'accompagnement des jeunes au détriment des mesures de protection en direction de l'enfance en danger. C'est alors tout le travail de sensibilisation et de formation opéré par les acteurs de la prévention de la radicalisation vers la prévention spécialisée et les partenaires de proximité qui a permis de sortir de ce clivage répression/protection. Par exemple pour Marseille, c'est l'importance d'un diagnostic social local partagé et pour l'équipe de la Marne, l'expertise sur la thématique du fait religieux qui ont contribué à apaiser les craintes des professionnels qui en définitive, partagent la même volonté d'œuvrer dans l'intérêt supérieur de la personne accompagnée.

LES ACTIONS DE SENSIBILISATION – FORMATION

La sensibilisation-formation est une dimension importante du travail des équipes avec toutefois des orientations qui diffèrent suivant le modèle. Une vigilance est exprimée sur le périmètre d'intervention, différent suivant l'inscription de l'équipe sur le champ de la prévention spécialisée ou celui de la prévention de la radicalisation. Pour les EMI, la sensibilisation s'opère sur un spectre assez large qui comprend les acteurs locaux, les réseaux d'acteurs, les institutions de terrains et les partenaires effectifs ou potentiels. Outre la sensibilisation, elle a pour objectif la construction d'une culture et d'une approche communes, notamment autour des indicateurs et des repères pour identifier les « situations à risques », la mise au travail des articulations sans faire de confusion, en travaillant les légitimités respectives. Le contenu varie en fonction des publics mais propose une présentation des dispositifs nationaux et locaux et appréhende différents thèmes en lien avec la prévention de la radicalisation.

Pour le « groupe de travail intégré », les actions de sensibilisation s'inscrivent davantage dans une perspective de prévention primaire auprès des jeunes, en lien avec le champ de la prévention spécialisée mais aussi des partenaires afin de rendre visible l'activité de la prévention spécialisée. Le focus est placé sur les questions d'esprit critique, de laïcité et citoyenneté.

EXEMPLE D'UNE ACTION DE PRÉVENTION À DESTINATION DES JEUNES PAR LES PAIRS

L'objectif de cette action conduite par un groupe de prévention spécialisée sur le quartier du Grand Mirail (Toulouse) est de créer un outil permettant l'échange autour du vivre-ensemble, la laïcité et la citoyenneté à partir d'un documentaire « Le mur invisible » réalisé par Jacques Tchao et produit par le collectif interculturel de Toulouse entre 2006 et 2008 avec les habitants des quartiers de Papus, La Faourette, Bagatelle. Ce film, réalisé à l'initiative du collectif interculturel à la suite de la révolte des banlieues de l'automne 2005, donne la parole à des personnes de milieux sociaux différents, d'origines culturelles différentes et sur des tranches d'âge différentes. Sont abordés, dans ce film, les questions relatives « aux quartiers » : relégation et stigmatisation, l'école, la famille, la culture ; la double appartenance... L'objectif premier est de donner la parole, de croiser les regards des uns et des autres pour lever les freins, pour susciter les échanges mais aussi de susciter la réflexion, déconstruire les préjugés et les stéréotypes pour un mieux vivre ensemble. <https://citoulouse.wordpress.com/le-film-2/>

Les actions de sensibilisation et de formation conduites par les équipes des EMI auprès des équipes de prévention spécialisée sont un axe de travail important, mis en avant par les professionnels comme un appui indispensable pour renforcer les porosités entre les missions éducatives de la prévention spécialisée et celle de la prévention de la radicalisation. En effet, il n'est pas rare que des professionnels de la prévention généraliste soient amenés à intervenir auprès de jeunes dont les indicateurs sociaux, éducatifs, familiaux ou professionnels viennent les interpeller sur une possible radicalisation. Aborder ces sujets avec les membres de l'équipe de l'EMI, qui possède une expérience sur le sujet, permet tout à la fois de comprendre les mécanismes de conduite à risques et contribue à un principe de formation intra-institutionnelle. Ces actions, dans certains cas, peuvent contribuer à destigmatiser une mission encore sujette à une perception négative de certains professionnels.

LA PRÉVENTION À L'HEURE DU NUMÉRIQUE

Les modalités d'intervention en prévention de la radicalisation ont dû s'adapter à l'hyper connectivité des jeunes signalés. Ceux-ci utilisent régulièrement, quotidiennement voire intensivement des outils numériques (ordinateur, smartphone), les réseaux sociaux, ceux-ci étant d'ailleurs souvent un vecteur d'embrigadement et d'emprise. A cet effet, et même si les lieux de rencontres habituels : la rue, les centres sociaux, les collèges et lycées, les clubs de sport, etc. constituent encore des terrains à investiguer, le numérique via internet et les réseaux sociaux (Snapchat, Facebook, Instagram, WhatsApp, YouTube, sites internet...) est devenu un nouvel espace de présence sociale pour les éducateurs et un outil mobilisé dans le repérage des comportements à risque, l'évaluation des situations et l'accompagnement.

Les équipes se sont donc dotées d'équipements spécifiques et les éducateurs utilisent ces nouveaux espaces numériques à plusieurs fins. D'une part, dans l'accompagnement des personnes, les réseaux sociaux constituent des espaces d'observation, de recueil d'informations sur les activités des jeunes, de communication avec eux. Ils contribuent ainsi à l'activité d'accompagnement, de veille, d'évaluation et font partie intégrante des suivis. Les sites internet, tel YouTube sont également utilisés par certains comme support à un travail autour de l'esprit critique. D'autre part, les sites internet - et en premier lieu YouTube - les réseaux sociaux, sont largement mobilisés dans l'activité d'autoformation et de veille sur le contexte général et permettent aux éducateurs d'identifier les sources d'informations des jeunes mais aussi de se documenter.

De plus, ramené à son utilisation première, c'est également un outil quotidien de travail et de communication qui facilite les échanges avec la CPRAF ou les partenaires concernés et améliore de ce fait la réactivité des intervenants en fonction des besoins de la personne accompagnée. Sur ce point particulier, l'usage appelle des précautions liées à la question de la confidentialité, du partage et du traitement de l'information ainsi que celui de l'archivage des données. Le piratage informatique, la sécurisation des sites et outils de communication soulèvent aujourd'hui et en effet, la problématique éthique et légale du droit au respect de l'intimité et de la vie privée et du partage d'informations à caractère secret².

Cet usage appelle toutefois bon nombre de questions de la part des professionnels et soulève des réflexions sur les limites et difficultés rencontrées. Ceux-ci se demandent comment maîtriser la circulation des informations données via une messagerie ; quel est le statut des données recueillies via les réseaux sociaux, sont-elles publiques puisqu'accessibles à tous ou privées puisque récoltées sans autorisation préalable ? D'autres se posent la question de la posture éducative liée à une forme d'observation dissimulée et soulignent une tension entre la discrétion inhérente à l'action de prévention de la radicalisation et la visibilité sur les réseaux sociaux. Il existe des difficultés pour certains dans la compréhension du fonctionnement de certains réseaux sociaux et de leurs algorithmes ; or, les utiliser de manière adéquate suppose de bien comprendre leur fonctionnement. L'accès à certains sites internet et à certains profils est également problématique. Face à ces enjeux, l'un des principes directeurs doit rester celui propres aux enjeux de la mission, à savoir la logique de protection du jeune.

Plusieurs besoins émergent. En premier lieu, celui d'une réflexion autour des usages du numérique et notamment dans une perspective de prévention. En effet, si aujourd'hui, aucun professionnel des équipes ne publie de contenus sur internet ou les réseaux sociaux, ils pourraient être des outils de prévention et de promotion, comme dans certains services de prévention spécialisée. Il s'agit d'un point à mettre au travail, par le biais de formations, de réflexions collectives, pour un usage construit et stratégique du numérique. En second lieu, la nécessité de s'accorder sur un code de conduite, comme le propose la CNIL, qui pourrait statuer sur des recommandations de bonnes pratiques au travers de charte déontologique commune par exemple, de supports adaptés, de procédures spécifiques. Dans cette attente, les dispositifs observent alors certaines précautions vis-à-vis de l'usage du numérique et s'imposent des principes communs et partagés comme celui de ne pas publier de contenus sur les réseaux sociaux par exemple.

2- Sagissant du partage d'informations Cf. chapitre suivant.

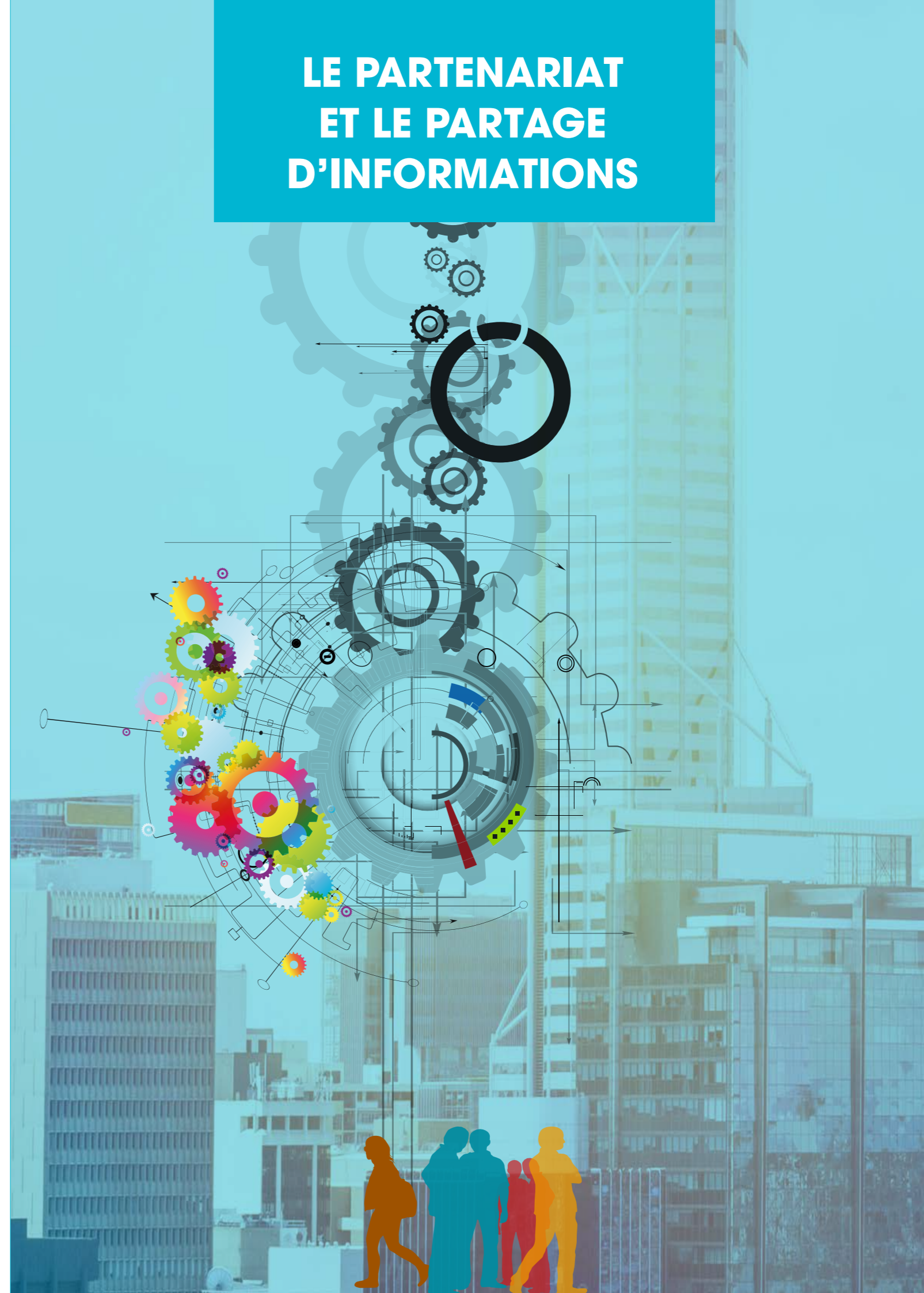
LA PARTICIPATION DE L'EMI À LA COMMISSION « EDUCATION MÉDIA IMAGE ET RÉSEAUX »

L'EMI de l'Isère propose un transfert de l'expérience conduite en prévention spécialisée autour de Facebook afin de faire des réseaux sociaux des outils de prévention et de promotion. Dans le service de prévention spécialisée du CoDaSE, une commission « Education Média Image et Réseaux » a été mise en place et se réunit tous les deux mois à laquelle participe l'EMI. Elle est l'occasion d'engager une réflexion partagée sur les pratiques, les usages, les outils pour la prévention primaire, d'explorer collectivement comment investir ces outils en faveur du développement de l'esprit critique des jeunes.

Des évolutions notables se sont opérées depuis 2016. Les dispositifs se sont créés sur les différents territoires qui témoignent de choix et de positionnements pluriels et diversifiés. En dépit de cette diversité, un même mouvement de réancrage dans le droit commun peut être constaté. Il se traduit, pour les équipes, par une affirmation et un arrimage aux pratiques et postures propres à la prévention spécialisée qui va de pair avec la remise en question voire le renoncement à certaines pratiques issues du champ sécuritaire tel le recours au pseudonyme. L'objectif partagé par tous est de développer, tisser, renforcer les liens entre la prévention de la radicalisation et la prévention spécialisée et réciproquement, et les articulations entre les dispositifs de prévention de la radicalisation, les équipes de prévention spécialisée et la CPRAF, dans une logique de concertation sur les actions de prévention à mener. La poursuite des actions de formation et de sensibilisation va dans ce sens d'une articulation plus étroite entre les préventions primaire et secondaire et d'un transfert de compétences autour des situations de personnes engagées dans des processus de radicalisation. L'investissement de la prévention dans les réseaux sociaux apparaît essentiel et pourrait s'appuyer sur une formation adaptée à la spécificité de la thématique et des compétences à acquérir dans l'utilisation des outils numériques au service de la prévention et de l'accompagnement.

D'autres pistes font débat et ne sont pas partagées telles le partenariat avec des référents religieux pour faciliter l'entrée en relation et la communication avec les jeunes et pour fournir un appui aux équipes confrontées à des questions particulières, de nature religieuses ou encore l'intégration dans les projets d'accompagnement de chantiers éducatifs ou de mini-séjour de rupture. Si pour les uns, elle permettrait de diversifier les publics et ouvrir sur une logique de droit commun non stigmatisante pour la personne accompagnée, pour les autres la dimension collective et la mixité des publics (préventions spécialisée et prévention de la radicalisation) appellent des précautions liés aux phénomènes d'influences au sein d'un collectif.

LE PARTENARIAT ET LE PARTAGE D'INFORMATIONS



LE TRAVAIL EN PARTENARIAT ET RÉSEAU : UNE STRUCTURATION COMPLEXE DANS ET PAR LE TERRITOIRE

RAPPEL « REPÈRES POUR LA PRATIQUE » VOLUME I¹

L'intervention autour de chacune des situations confiées s'inscrit au croisement de cultures professionnelles et de secteurs d'intervention diversifiés, ce qui implique pour les équipes un travail soutenu autour du partenariat à toutes les étapes de la prise en charge. Différents points ont été documentés: le cadre réglementaire qui place au premier plan la question du partenariat, les deux types de partenariat - institutionnel et opérationnel- la Préfecture dans son rôle clé de facilitateur dans la construction du partenariat, le référent institutionnel comme maillon essentiel dans l'opérationnalisation du partenariat.

Les professionnels s'accordent sur le constat suivant : le savoir-faire partenarial des équipes missionnées sur la radicalisation provient de leur expérience de prévention spécialisée. Les équipes de prévention spécialisée ont construit un maillage local efficient pour l'accompagnement du public jeune en risque de marginalisation et de leur famille et ont transféré ce réseau au sein des équipes de prévention de la radicalisation.

Ce tissu pluri-professionnel et interinstitutionnel agit par l'interconnaissance et l'entraide mutuelle sur des questions aussi variées que la santé, l'éducation, la formation et l'emploi, le sport, les loisirs et la culture, la famille, l'accès aux droits sociaux. Le champ de la solidarité et de lutte contre la pauvreté est également de plus en plus mobilisé. La structuration des acteurs de la prévention de la radicalisation par la CPRAF et le pilotage préfectoral, active et facilite ces collaborations. Il potentialise les pratiques partenariales de la prévention spécialisée et plus largement, du travail social territorial. Les acteurs sociaux ouvrent d'autant plus leurs portes qu'ils ont été sensibilisés à ces questions par les référents radicalisation ou laïcité des différentes institutions (Préfecture, PJJ, SPIP notamment), à l'occasion de formation, de présentation du dispositif, de forum ou de rencontres inter-associatives. Ces actions de sensibilisation d'une part participent de la prévention primaire à la radicalisation et rassemblent les acteurs autour des enjeux de protection de l'enfance et d'autre part soutiennent la prévention secondaire engagée par les équipes mobiles.

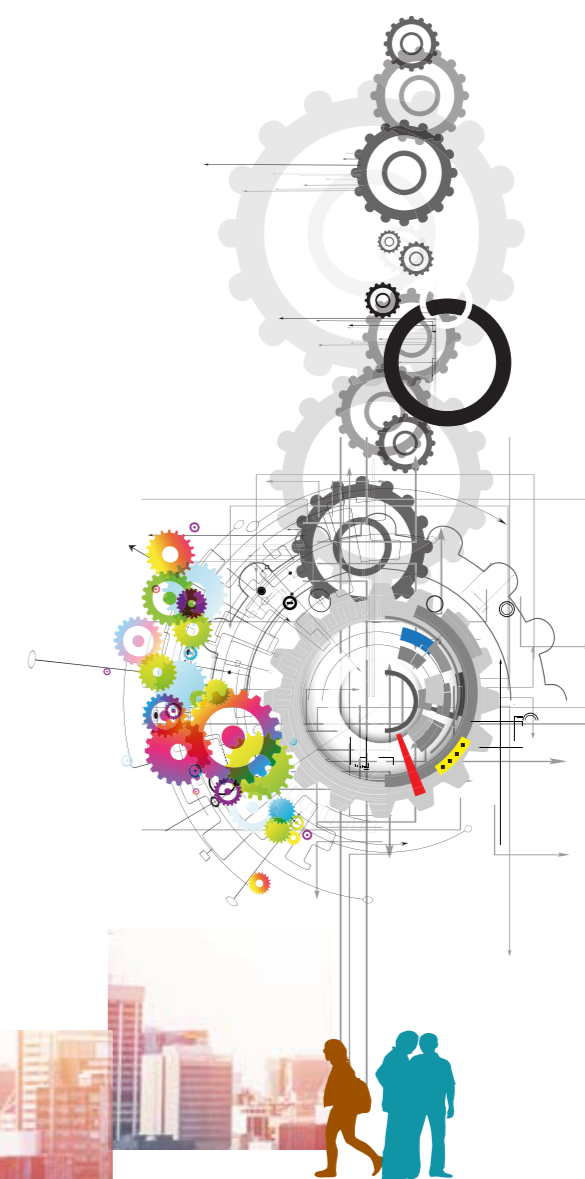
Dès lors, on peut considérer que le cœur du travail partenarial se situe dans les pratiques de la prévention spécialisée et s'étend ou s'essaime vers la prévention de la radicalisation. Le rôle du « référent » ou « contact privilégié » dans chaque structure est essentiel dans ce système d'acteurs : il permet l'efficacité dans le traitement des demandes et dans l'activation des liens.

Un besoin repéré par les professionnels des équipes mobiles est d'avoir au sein du service une personne missionnée, en charge du développement du réseau, qui ne soit pas travailleur social de l'équipe mobile. En effet, ce développement stratégique doit relever d'une autre fonction pour garantir la discrétion aux professionnels des équipes dédiées. En terme de pratiques remarquables,

les équipes repèrent aussi qu'une des clés de réussite de leur action est le développement de l'interconnaissance avec les acteurs locaux, pour lever les représentations, voire les appréhensions concernant l'équipe mobile du territoire. Il est nécessaire de communiquer autour de cette mission : avec les acteurs éducatifs mais aussi de la santé et de l'insertion. Un levier pour permettre cette entrée en communication est de situer l'action de l'équipe sur les champs de la laïcité ou de la citoyenneté plus que sur celui de la prévention de la radicalisation.

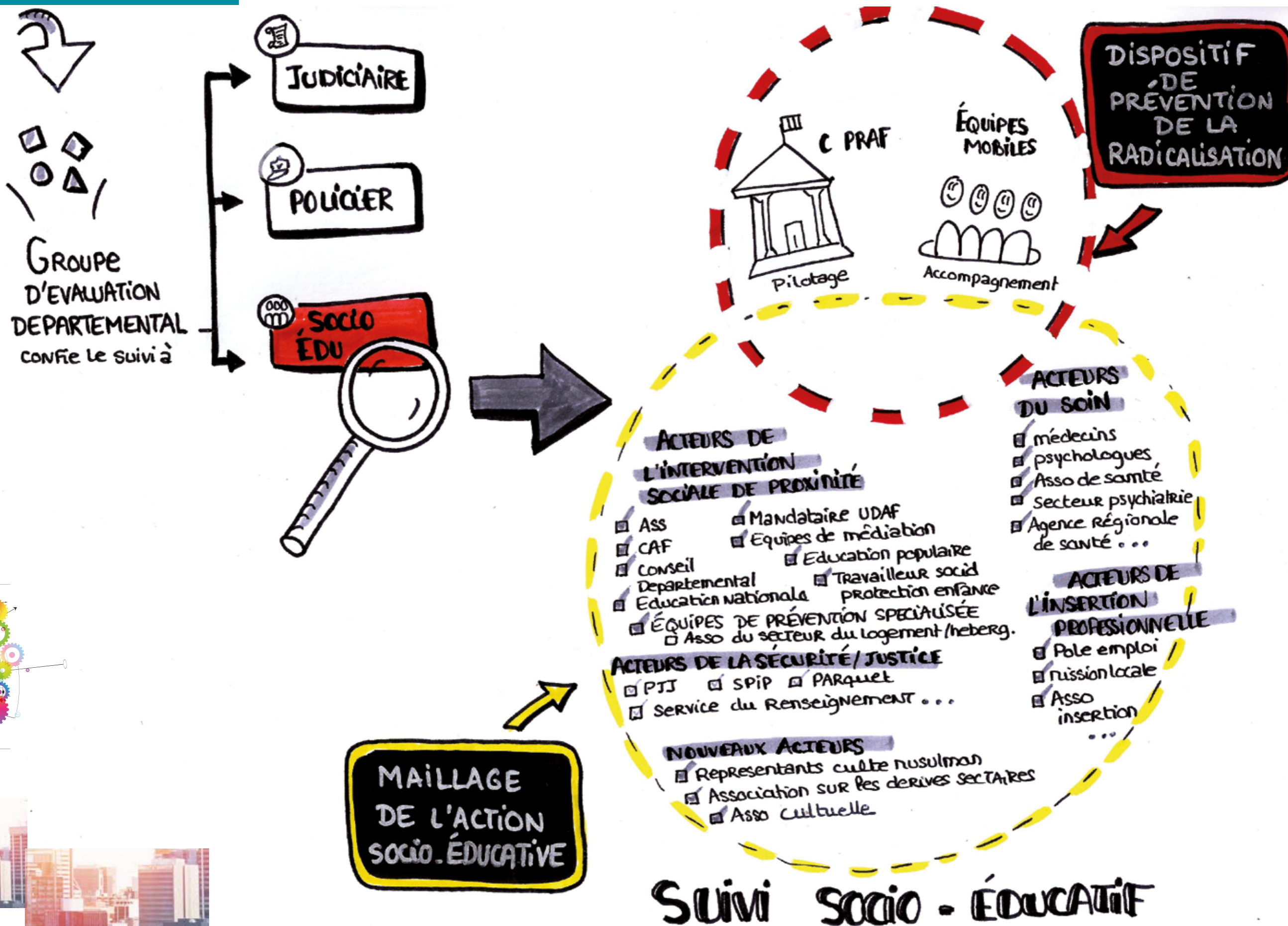
Le partage de l'information est un des nœuds de ce travail partenarial étendu aux acteurs en dehors de la CPRAF. Une charte déontologique qui donne un cadre partagé par tous les acteurs en présence semble être un préalable au travail ensemble.

Enfin, certains professionnels font état de leur réticences à engager des relations de partenariat avec des associations cultuelles, alors même qu'il s'agit d'une orientation donnée par la circulaire du 29 avril 2014 qui mentionne la possibilité d'associer des cadres religieux aux cellules (« cette action ne peut ignorer la dimension religieuse de la radicalisation qui devra être abordée, avec des responsables religieux de confiance et qui pourront apprécier de quelle façon traiter cette question avec les jeunes signalés »). Les éléments relatifs à la composition des CPRAF évoqués plus haut mettent en évidence une mise en application très disparate de cette disposition à l'échelle des différents territoires.



¹- Pour plus de précisions sur ces éléments, cf. « Repères pour la pratique ». Les cellules d'écoute et d'accompagnement. Partage d'expériences issues de la prévention spécialisée pour éclairer une approche socio-éducative des phénomènes de radicalisation, 2017.

LE PARTENARIAT



LE PARTAGE D'INFORMATIONS À CARACTÈRE SECRET

L'article 9 du code civil, en énonçant les règles juridiques en matière de respect de la vie privée, protège le droit à la singularité et introduit les fondements du secret professionnel. Dans le même sens, l'article L. 311-3 du Code de l'action sociale et des familles sur les droits et libertés des personnes prises en charge cite, parmi les droits des usagers, le respect de la vie privée, de son intimité et la confidentialité des informations la concernant. Tout en préservant le secret professionnel qui permet un accompagnement des personnes dans la confidentialité, le législateur encadre de manière rigoureuse le partage d'informations à caractère secret, dans le cadre du secret professionnel. Les professionnels tenus au secret professionnel ont deux obligations : celle de ne pas divulguer les informations à caractère secret pour protéger la vie privée des personnes et celle de partager des informations à caractère secret, voire de signaler des faits afin de protéger la/les personne.s.

L'activité des cellules s'appuie sur un travail pluri-partenarial important, à différents niveaux et échelles, engageant des acteurs de champs différents. La conception, la conduite et la coordination de l'accompagnement tout comme le pilotage du dispositif supposent des échanges d'informations relatives aux personnes signalées et/ou accompagnées entre les acteurs impliqués et appelle donc des précautions et une vigilance des acteurs sociaux.

L'ÉCHANGE ET LE PARTAGE D'INFORMATIONS

LE CADRE LÉGAL QUI RÉGIT LE PARTAGE D'INFORMATIONS

Les articles 226-13 et 226-14 du Code Pénal viennent encadrer juridiquement les dérogations au secret professionnel. L'article 226-13 indique que la révélation d'une information à caractère secret par une personne qui en est dépositaire soit par état ou par profession, soit en raison d'une fonction ou d'une mission temporaire, est punie d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende.

L'article 226-14 précise les trois situations qui dérogent à la sanction posée par l'article précédent : informations données par des professionnels aux autorités relatives aux mauvais traitements infligés à un mineur ou à une personne vulnérable ; informations données par un médecin relatives aux mauvais traitements infligés par une personne ; informations par les professionnels du champ social et médico-social au préfet liées aux dangers relatifs à la détention d'armes et de munitions. L'article L.221-6 du Code de l'action sociale et des familles sur les obligations pour toute personne participant aux missions du service de l'aide sociale à l'enfance à lever le secret professionnel et à transmettre au président du conseil départemental toute information nécessaire pour déterminer les mesures dont les mineurs et leurs familles peuvent bénéficier dans le cadre de l'Aide Sociale à l'Enfance.

Le partage d'informations a été légiféré à partir de différents textes depuis le début des années 2000, en appui sur les codes civil et pénal précisant clairement les conditions de ce partage pour le public mineur. Pour un public majeur, ce cadre reste plus problématique et imprécis.

Si le partage d'informations au sein des dispositifs de prévention de la radicalisation et des instances qui les pilotent n'a pas fait l'objet d'un cadrage juridique spécifique, il répond toutefois aux mêmes conditions que celles énoncées dans les textes qui régissent l'échange et le partage d'informations dans le champ du travail social en général, de la protection de l'enfance et de la prévention de la délinquance en particulier.

D'une part, les professionnels s'appuient sur les dispositions de la loi du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance pour définir les principes et fixer les limites relatifs au partage d'information sur les situations au sein d'instances partenariales avec des acteurs et professionnels qui ne sont pas tous issus du champ du travail et de l'intervention sociale.

Afin de respecter l'obligation de secret professionnel, de même que pour préserver l'intimité de la vie privée, seules des informations confidentielles, strictement nécessaires à l'accomplissement de la mission, soit l'évaluation et l'accompagnement socio-éducatif des personnes, doivent pouvoir être échangées, à l'exclusion des informations secrètes portant par exemple sur le détail du suivi social, sur les éléments biographiques détaillés ou les antécédents judiciaires des personnes. La circulaire du 9 mai 2007 vient apporter des précisions et instituer un dispositif de coordination des professionnels de l'action sociale. Elle garantit la confidentialité des informations à caractère personnel et réaffirme l'argument de l'intérêt des personnes comme principe directeur. L'information préalable des personnes n'est pas de droit mais elle doit être recherchée. Le préfet, coordonnateur du dispositif, est garant de l'opérationnalité de celui-ci. Il doit pouvoir s'appuyer sur des sphères, des espaces et des pratiques qui permettent de sécuriser le partage d'informations.

Proche du cadre d'intervention des conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance CLSPD et de leurs groupes de travail et d'échanges d'informations à vocation territoriale ou thématique (article L. 132-5 du code de la sécurité intérieure), l'échange d'informations confidentielles est réalisé selon les modalités prévues par un règlement intérieur établi par le coordonnateur de cet instance sur la proposition des membres du groupe de travail.

D'autre part, dans les situations de prise en charge des mineurs, du point de vue des pratiques liées au partage de l'information avec des acteurs de la protection de l'enfance, ce sont les textes relatifs à la loi du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance, puis la loi du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant, qui servent de cadre de référence en introduisant dans le Code de l'Action Sociale et des Familles l'article L. 226-2-2. Tout en étant préservé, le secret professionnel est aménagé par la loi pour autoriser le partage d'informations, dans l'intérêt de l'enfant et dans des conditions strictes, pour une évaluation coordonnée et la mise en œuvre d'actions de protection. Cinq principes sont établis :

- la possibilité et non l'obligation du partage ;
- l'objectif unique d'évaluation d'une situation ;
- la délivrance d'informations strictement limitée à ce qui est nécessaire ;
- le partage entre personnes soumises au secret qui partagent la même mission ;
- l'information préalable des personnes (père, mère, toute personne exerçant l'autorité parentale, le tuteur, l'enfant en fonction de son âge et de sa maturité), selon des modalités adaptées, sauf si cette information est contraire à l'intérêt de l'enfant.

LE TRAITEMENT DES INFORMATIONS À CARACTÈRE PERSONNEL

S'agissant du traitement des données à caractère personnel, les règles sont fixées par la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi 2004-801 du 6 août 2004 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel, que les données soient directement identifiantes (nominatives) ou indirectement identifiantes (ensemble de données susceptibles de révéler indirectement l'identité d'une personne à un membre d'un groupe). S'agissant du droit d'accès, la loi 78-753 du 17 juillet 1978 garantit en outre à toute personne le droit d'accès aux informations la concernant contenues dans un document administratif. La loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale instaure également un droit d'accès à toute information relative à la prise en charge (en référence à l'article L. 311-3 du Code de l'action sociale et des familles). Elle préconise l'accès des usagers à toute information ou document relatif à sa prise en charge, directement (par lui-même) ou indirectement (par d'autres professionnels) et réaffirme le respect de la confidentialité des informations tenues de l'utilisateur par le professionnel afin de respecter la plus grande transparence

dans la prise en charge. La loi Informatique et Libertés impose la mise en œuvre de mesures physiques et informatiques assurant la sécurité du stockage et la confidentialité des informations. Elle interdit que les données à caractère personnel soient accessibles à des tiers non autorisés. La loi impose cinq principes qui doivent être respectés dans la création et l'exploitation du traitement : traitement loyal et licite, finalités déterminées et explicites, proportionnalité de la collecte, exactitude et mise à jour des données, temporalité et droit à l'oubli. L'article L. 311-3 du Code de l'action sociale et des familles sur les droits et libertés des personnes prises en charge précise, concernant le traitement de l'information, les responsabilités des institutions : donner des orientations, prévoir les procédures et les conditions de conservation et de protection des informations individuelles.

Depuis le 25 mai 2018, le Règlement Général sur la Protection des Données personnelles (RGPD) est entré en vigueur. Par donnée à caractère personnel, on entend toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable. Le RGPD consacre et renforce les grands principes des lois qui l'ont précédé et accroît sensiblement le droit des citoyens en leur donnant plus de maîtrise des données qui les concernent. Ainsi, il impose un cadre unique à la protection des données, qu'elles soient sous format papier ou numérique et redonne un droit d'acceptation à la personne concernée. Il instaure une logique de conformité continue en lieu et place de la logique déclarative qui lui est antérieure. Le RGPD a remplacé la logique d'information à la CNIL par une logique de compliance. Ainsi les registres de traitement des données personnelles viennent remplacer les déclarations à la CNIL. Sur ces registres doit figurer l'ensemble des traitements de données personnelles et être recensé l'ensemble des traitements effectués. Des sanctions considérables sont introduites en cas de non-respect des principes et règles énoncés.

Ainsi, l'ensemble des traitements mis en place doivent être conformes à la réglementation dont les principes principaux sont de :

- demander et sauvegarder le consentement des personnes pour le traitement des données les concernant,
- collecter uniquement les renseignements nécessaires à la finalité du traitement,
- laisser la possibilité aux personnes dont les données sont collectées de connaître les éléments les concernant qui sont conservés,
- pouvoir garantir l'exactitude des données collectées
- limiter la conservation des données à la durée nécessaire à la finalité
- garantir l'intégrité et la confidentialité des données en prenant les mesures techniques et organisationnelles appropriées
- éviter le traitement des données sensibles telles que définies dans l'article 9 et qui relèvent notamment de l'origine raciale et ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques, la santé, sauf celles strictement nécessaires à l'accomplissement de la mission d'accompagnement.

LES PRATIQUES DES ÉQUIPES

Les supports ou les outils utilisés pour le partage et l'échange d'informations

La transmission d'écrits et d'informations est inhérente au dispositif des EMI et ponctue la prise en charge. Au démarrage, les équipes reçoivent de la Préfecture une fiche dite « de saisine » ou « d'informations primaires » qui mandate l'équipe pour son intervention et permet une prise de contact avec la ou les personnes concernées. D'autres documents ponctuent l'accompagnement : des fiches de suivi individuelles, qui sont des documents plutôt internes ; des fiches de liaison ou fiches de synthèse qui sont travaillées en équipe et envoyées sous format numérique au service de la Préfecture en charge de la coordination ; des fiches de bilan individuel et des fiches de bilan annuel de l'activité. Certaines équipes adressent également des fiches d'incident au service préfectoral en cas d'urgence.

Les fiches de liaison ou fiches de synthèse sont les documents de référence du travail en partenariat. Adressées au service de préfecture en fonction de l'ordre du jour de la CPRAF ou commission technique à des fréquences variables suivant les équipes, elles sont ensuite transmises aux partenaires qui siègent en CPRAF, généralement par mail. Elles rendent compte du suivi et de l'évaluation de la situation. Ces écrits se sont resserrés au fil du temps. L'équipe des Bouches du Rhône, par exemple, met l'accent sur les facteurs de vulnérabilité, de protection et les axes de travail tandis que l'équipe de l'Isère a construit une trame organisée à partir des points d'inquiétude, des appuis et des stratégies socio-éducative (qui, quand, comment).

Les dispositions techniques relatives à la consignation des informations personnelles et relatives à l'accompagnement

Afin de respecter les dispositions relatives à la protection et à la confidentialité des informations, différentes dispositions matérielles sont prises telles le stockage des documents papiers et numérique dans une armoire fermée à clé, le stockage des documents numériques sur des clés USB ou disques durs sécurisés ou sur des ordinateurs protégés par des codes d'accès, le recours à des serveurs distants avec accès réservé (Virtual Private Network) qui permet d'isoler le trafic entre postes informatiques. En effet, il importe de sécuriser au maximum la circulation des informations le plus souvent transmises par mail. L'équipe de la Marne conserve sur le service uniquement les écrits de l'équipe (bilans annuels et bilans individuels, l'archivage des dossiers se fait en Préfecture).

Les principes qui régissent le partage d'informations

Le partage d'informations est un point de vigilance constant pour les EMI. En effet, le cadre dans lequel il s'opère est soumis à des fluctuations qui sont étroitement liées au pilote du dispositif et de son appropriation du cadre d'intervention des acteurs sociaux et médico-sociaux et des précautions à prendre sur le sujet, aux acteurs qui siègent en CPRAF. Les glissements sont rapides et fréquents. Les professionnels regrettent la circulation de fiches nominatives et l'absence de maîtrise des circuits de partage et préconisent une anonymisation systématique des informations transmises, bien que cette pratique ne soit encore que trop peu répandue. De ce fait, des ajustements s'opèrent régulièrement afin de préserver le cadre éthique et déontologique.

Cette situation appelle à réaffirmer des principes chers aux éducateurs :

- Informer au préalable les personnes accompagnées du partage d'informations les concernant et clarifier l'usage qui va être fait des informations transmises.
- Demander l'accord de la famille / de la personne concernée avant la mise en relation avec un partenaire et travailler au préalable sur les éléments à partager ou non.
- Ne pas donner d'informations sur la famille et les situations en dehors de celles strictement nécessaires à l'articulation des interventions et à l'exercice des missions.

- Connaître et identifier les destinataires des informations, notamment au regard de leur soumission ou non au secret professionnel.
- Déterminer la place et le rôle de l'acteur dans la prise en charge pour déterminer les informations qui vont être partagées.
- Evaluer le niveau de collaboration existant avec le destinataire pour déterminer les informations qui vont être partagées.

Si la connaissance et la reconnaissance mutuelles sont les bases de la construction d'une relation de confiance et un préalable indispensable au travail au sein des instances partenariales, les équipes évoquent l'appui sur des chartes éthiques et de confidentialité élaborées avec l'ensemble des partenaires concernés par un même dispositif afin de s'accorder sur les modes d'échanges et encadrer le partage d'informations. A cet égard, la circulaire du Premier ministre du 13 mai 2016 a diffusé un protocole opérationnel type afin de mieux encadrer l'échange d'informations au sein des CPRAF qui a été mobilisé par certaines préfectures. Toutefois, cet appui sur une charte n'est pas effectif pour l'ensemble des équipes. Les situations sont diverses : soit la charte est effective, soit une charte existe mais n'est pas utilisée, soit elle est en cours d'élaboration ou encore elle n'est pas encore en travail alors même que les éducateurs souhaiteraient unanimement pouvoir instaurer un cadre de travail respectueux du cadre éthique et déontologique du travail social et sécuriser au maximum la circulation et le partage des informations.

UN MODÈLE DE PROTOCOLE OPÉRATIONNEL

La circulaire du 13 mai 2016 contient, en annexe, un modèle de protocole opérationnel relatif à la prévention et la lutte contre les risques de radicalisation des jeunes, et à l'accompagnement des familles. Elle incite à la rédaction d'une charte déontologique pour l'échange d'informations dans le cadre des CPRAF qui permet de préciser le cadre d'intervention, la nature et les modalités de partage et de protection des informations.

La charte peut comporter :

- Le contexte et le rappel du cadre juridique régissant le dispositif.
- Le cadre de l'échange, le type et la composition des instances.
- La nature des informations échangées et la protection de la confidentialité.
- La finalité de l'échange.
- Les modalités d'animation et coordination des travaux.
- Les obligations des membres.
- Les manquements aux devoirs.
- Les conditions de traitement des données à caractère personnel.
- Les modalités d'évaluation.

LES PRÉCONISATIONS

- Limiter l'information sur les situations individuelles aux éléments de danger, d'inquiétude et d'amélioration, aux informations strictement nécessaires au traitement socio-éducatif de la situation, soit à l'exercice de la mission.
- Plus généralement, ne fournir dans les instances partenariales que les informations directement utiles à l'évaluation des situations confiées et qui sont mises à l'ordre du jour.

- Garantir la confidentialité des échanges et limiter l'accès aux informations transmises.
- Assurer par la direction un encadrement des équipes et un cadre d'échanges et de partage d'informations conformes aux dispositions légales.
- Participer voire impulser la construction d'une culture de pratiques partagées sur l'échange et le traitement des informations individuelles.

RESSOURCES UTILES

GRILHOT, Marie-Odile. *Secret professionnel et travail social : garantir le respect des droits des usagers*. Issy-les-Moulineaux : ESF, 2016.

« Favoriser les articulations entre les professionnels intervenant en protection de l'enfance et les professionnels intervenant dans un cadre pénal, à l'égard d'un mineur », *Synthèse Protection de l'Enfance, Recommandations de bonnes pratiques professionnelles*, janvier 2016.

Le guide méthodologique sur l'échange d'informations dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale de prévention de la délinquance, SG-CIPD, juillet 2014.

GRILHOT, Marie-Odile. *Le secret professionnel : Droit, déontologie et pratiques*. Issy-les-Moulineaux : ESF, 2013.

« Le partage d'information à caractère secret en protection de l'enfance », *Synthèse Protection de l'Enfance, Recommandations de bonnes pratiques professionnelles*, janvier 2012.

« Le partage d'informations à caractère secret en protection de l'enfance », *Eléments pour l'appropriation de la recommandation*, ANESM, 2010.

« Le partage d'informations à caractère secret avec les intervenants extérieurs », chapitre 3 (55-69), in *Le partage d'informations à caractère secret en protection de l'enfance, recommandations de bonnes pratiques professionnelles de l'ANESM*, décembre 2010.

« Le cadre juridique du secret professionnel dans le champ de la protection de l'enfance, document complémentaire à la recommandation relative au partage d'informations à caractère secret en protection de l'enfance », document ANESM, 2010.



LES PRINCIPES DE LA PRÉVENTION SPÉCIALISÉE À L'ÉPREUVE DE LA PRÉVENTION DE LA RADICALISATION

LES PRINCIPES DE LA PRÉVENTION SPÉCIALISÉE À L'ÉPREUVE DE LA PRÉVENTION DE LA RADICALISATION

Des services de prévention spécialisée se sont inscrits dans le champ de la lutte contre la radicalisation, conscients des enjeux sécuritaires forts relatifs à ce phénomène. Non pas que les missions ne convergent, car prévenir toute forme de marginalisation relève du cœur de métier, de l'identité et de l'utilité sociale de la prévention spécialisée, mais la culture professionnelle du secteur témoigne d'un attachement à des principes de fonctionnement, d'organisation et de pratiques qui sont la déclinaison opérationnelle de valeurs fortes. Or porter un dispositif tel que celui de la prévention de la radicalisation ne nécessite-t-il pas un réajustement organisationnel et une refonte des dits principes ?

Les EMI en question sont constituées de professionnels issus de la prévention spécialisée pour la plupart et volontaires pour investir ce nouveau champ. Des professionnels qui font part de leur envie de s'ouvrir au changement et à l'innovation pour exercer au plus près des besoins sociaux du moment alors que d'autres exerçant en prévention spécialisée regardent avec méfiance ces nouveaux acteurs, ces collègues qui s'impliquent directement dans le champ de la sureté.

En témoigne un professionnel d'une équipe dédiée : « Il y a eu quelques remous au début, de l'inquiétude des collègues de la prev ! ». S'exprime aussi cette crainte que le service de prévention spécialisée ne soit associé dans l'opinion (du public, des partenaires) à l'aspect sécuritaire plus qu'à l'accompagnement éducatif désormais. Fantôme ou réalité, la question du rapport de la prévention spécialisée à ses valeurs fondatrices, quoi qu'il en soit, traverse les discussions des professionnels, se posant dans les termes suivants : abandonner ces principes reviendrait à agir pour le contrôle social et à contrecourant d'une visée émancipatrice.

Au final le phénomène de la radicalisation chez les jeunes grandissant et le nombre croissant des situations rencontrées, la sensibilisation conduite par les équipes dédiées auprès de leurs collègues de la prévention spécialisée a permis une meilleure compréhension des modalités de travail et d'accompagnement respectives. Aujourd'hui, les professionnels de ces équipes sont plus facilement interpellés quand un éducateur se pose des questions sur une situation. L'équipe mobile peut aussi faciliter une mise en lien avec le référent radicalisation de la préfecture ou un autre acteur spécialisé. L'équipe est aujourd'hui détentrice d'une expertise mobilisable par la prévention spécialisée.

Dans la rencontre de ces deux champs, la distinction des services et des équipes dédiées peut constituer un point d'étonnement. Le modèle de la métropole toulousaine témoigne d'un choix différent de celui des autres associations qui ont opéré une séparation entre les services, bien que l'équipe dédiée reste rattachée au pôle « prévention spécialisée », signe d'une volonté de préserver un lien entre les professionnels et champs d'intervention. Ainsi, il apparaît que la distinction des services et des missions ne soit pas un modèle unique pour préserver une organisation de la prévention spécialisée fidèle à ses principes originels. La prévention de la radicalisation peut ainsi s'appuyer sur les principes de la prévention spécialisée sans s'y soumettre de manière stricte et systématique et la prévention de la radicalisation témoigne de certains glissements et aménagements, qui d'ailleurs peuvent également concerner la prévention spécialisée dans son ensemble ou dans certains pans de ses actions et pratiques contemporaines.

La question se pose de savoir si la thématique spécifique de la radicalisation nécessite une prévention spécifique. Ce type de questionnement n'est ni récent ni nouveau ; il s'est posé avec beaucoup

spécifique. Ce type de questionnaire n'est ni récent ni nouveau ; il s'est posé avec beaucoup d'acuité lorsque le problème public de délinquance et de récidive s'est imposé. Il a alors fallu trouver une articulation soutenable entre les champs de l'éducatif et du sécuritaire en permettant une cohabitation de la prévention spécialisée avec la prévention de la délinquance et de la récidive. A ce sujet rappelons les éléments formalisés dans le guide pratique sur la participation de la prévention spécialisée à la mise en œuvre de la stratégie nationale de prévention de la délinquance¹.

« La prévention spécialisée se fonde sur une position éthique qui :

- est en dehors de tout cadre répressif ;
- se conçoit sur la base du respect de l'autre comme sujet ;
- a comme obligation de ne porter aucun jugement moral sur les situations rencontrées ;
- suppose une action éducative émancipatrice incluant la participation active des personnes concernées. ».

Ces repères ont été réaffirmés pour protéger l'esprit de la prévention spécialisée de la tentation sécuritaire en lien avec les questions de délinquance.

Concernant le phénomène de radicalisation et la transformation des pratiques qui s'ensuit, ce texte résonne fortement. Car il s'agit bien d'un questionnaire, d'une tension éthique que vivent les professionnels. Les principes de la prévention spécialisée ne sont pas des étiquettes figées qui entérinent une posture, voire une identité professionnelle mais ils constituent des repères, des guides pour s'assurer, dans le feu de l'action et des projets, que les professionnels restent inscrits dans une mission éducative propre à leur champ d'intervention.

Ces principes sont des garde-fous et dans cette rencontre entre prévention spécialisée et prévention de la délinquance ils ont montré leur pertinence pour aider les acteurs à se positionner, à revisiter leurs pratiques sans en perdre le sens et l'efficacité.

Dès lors, le chantier est déjà balisé concernant la prévention de la radicalisation. Les principes de la prévention spécialisée donnent des lignes directrices, tout en laissant la possibilité de les adapter aux nouveaux phénomènes sociaux en jeu.

LE PRINCIPE DE LIBRE ADHÉSION

Ce principe est le versant positif de ce que le texte de 1972 évoque, à savoir le caractère non contraignant de la mesure éducative. Il est affirmé très tôt dans l'histoire de la prévention spécialisée, par les acteurs comme central car conditionnant les autres traits caractéristiques de la prévention spécialisée. La libre adhésion est bien le fait que chaque jeune ne subit pas de contrainte pour être accompagné par un service de prévention spécialisée. Nulle mesure judiciaire, nulle obligation ou exigence, et une liberté, la plus grande possible, de poursuivre ou non après avoir rencontré le service de prévention spécialisée.

Bien sûr, cette liberté prend en compte l'intérêt que le jeune, et sa famille, va trouver dans l'accompagnement qui lui/leur est proposé. Il fera un choix sur ce qui est le mieux pour lui/eux, selon ses/leurs propres critères. Si l'adhésion peut être opportuniste - possibilité de faire des rencontres, de trouver du soutien dans un parcours d'insertion- elle n'entrave pas la libre adhésion telle que conçue par les équipes, bien au contraire. Les professionnels savent que les premiers pas au côté du jeune sont souvent possibles grâce à ce biais mais la relation éducative cherchera dès lors à permettre une adhésion pleine et entièrement libre, pour peu que l'absolu existe en matière de liberté.

En quoi ce principe a-t-il évolué pour la prévention spécialisée et qu'est-ce qu'il recouvre en 2019 ?

Aujourd'hui les équipes reconnaissent que l'on peut réfléchir sur la graduation de cette liberté : de la contrainte à la libre adhésion, il existe toute une gamme d'accroches entre le professionnel et le jeune. Peut-on parler de liberté d'adhésion lorsqu'un sujet a repéré un bénéfice en matière d'emploi par exemple ? La prévention spécialisée peut être prescriptrice d'action d'insertion ; elle travaille aussi avec des jeunes sous-mains de justice et participe de la prévention de la délinquance. Aussi ce principe ne s'ancre-t-il plus dans le même contexte qu'à l'origine de sa formulation.

Concernant la prévention de la radicalisation, ce glissement est prégnant. La libre adhésion doit-elle être recherchée au moment de la rencontre (de l'accroche éducative) ou plus tard, au cours de l'accompagnement ? Est-elle un préalable, une condition sine qua non, un moyen ou une visée, un but à moyen terme ?

Dans sa nature juridique, l'accompagnement par les équipes dédiées n'est pas contraignant. La libre adhésion ne serait donc pas entachée par le cadre contraint de la CEPRAF. Cette libre adhésion serait même la garantie d'un travail social pertinent et utile, affirmé par toutes les parties prenantes du dispositif.

Ainsi ce principe reste important dans la pratique des professionnels des EMI. Ils sont toujours en recherche de cette adhésion. Sans elle l'accompagnement n'est pas possible et le volet éducatif serait délaissé pour celui purement sécuritaire.

Même si les « portes d'entrées » sont différentes de la prévention spécialisée, pour la prévention de la radicalisation, c'est toujours dans la création d'un lien de confiance qu'il y a possibilité d'adhérer à l'accompagnement éducatif, et réciproquement. D'ailleurs dans l'évaluation de la situation par les équipes, l'adhésion et sa qualité sont prises en compte. C'est un facteur de protection. C'est aussi un critère concernant l'évolution de la personne.

L'enjeu n'est pas tant de s'interroger sur la pertinence de maintenir un tel principe pour la pratique de prévention de la radicalisation mais bien de s'interroger sur les stratégies et enjeux de l'accroche pour cette adhésion.

Donc le mandat donné par la CPRAF pour évaluer la situation n'entraverait pas « en soi » l'adhésion. L'adhésion n'est certes pas donnée lors de la rencontre mais elle est recherchée et le savoir-faire relationnel de l'éducateur va être mis à contribution pour favoriser cette adhésion. On y verra ici un atout de la mise en œuvre de la prévention de la radicalisation par des équipes issues de la prévention spécialisée, compétentes pour instaurer une relation éducative.

La qualification relative à la liberté ne serait donc pas adaptée ; il s'agit d'une recherche d'adhésion par le professionnel qui va utiliser une palette de leviers pour engager et poursuivre l'accompagnement.

ORIGINES, SENS ET ACTUALITÉ DE PRINCIPES DE LA PRÉVENTION SPÉCIALISÉE

Le cadre législatif de la prévention spécialisée ne liste pas de manière stricte les principes régissant le secteur, tout au moins pas de manière explicite et normative. Il est en effet apporté une notion de « souplesse » dans la circulaire de 1973, au service du développement d'action non encore expérimentée. Quels sont donc ces grands principes de la prévention spécialisée ?

Tout d'abord le principe de libre adhésion, qui apparaît clairement dans un texte fondateur de la Prévention Spécialisée, l'arrêté de 1972 (Arrêté du 4 juillet 1972 relatif aux clubs et équipes de prévention). La circulaire N° 31 du 13 juillet 1973 relative à l'arrêté du 4 juillet 1972 relatif aux clubs et équipes de prévention esquisse une définition de la prévention spécialisée et relève ses spécificités dans le champ de la jeunesse et de la protection de l'enfance en danger. La mesure individuelle non contraignante y est évoquée réaffirmant le principe de libre adhésion, garanti lui-même par le principe d'anonymat des jeunes, de leur famille et de tous les membres de la communauté. Sont indiqués également les principes de travail en partenariat et de mandat territorial. D'autres caractéristiques sont mentionnées comme la pluridisciplinarité de l'équipe ou encore les actions collectives sur le territoire. Enfin, le principe de non institutionnalisation est lui transversal aux textes fondateurs et relève de l'esprit de ces textes sans être formalisé pour autant.

L'application de ces principes est mise en tension dans les espaces de rencontre entre la prévention spécialisée et de la prévention de la radicalisation, avec plus ou moins d'acuité suivant les modèles retenus. Ils peuvent être préservés, ajustés, remaniés, transformés, remis en question, transformé par de nouvelles pratiques relatives à la prévention de la radicalisation. Pour ce faire, nous ne reviendrons pas sur le travail en partenariat déjà évoqué dans un chapitre précédent. 4 principes-clés seront ici abordés : libre adhésion, anonymat, mandat territorial, non-institutionnalisation des actions².

1- <https://www.cnape.fr/documents/guide-pratique-sur-la-participation-de-la-prevention-specialisee-a-la-mise-en-oeuvre-de-la-strategie-nationale-de-prevention-de-la-delinquance/>, Secrétariat général du comité interministériel de prévention de la délinquance, mai 2014

2- S'agissant du travail en partenariat cf chapitre précédent.

Cela invite à la créativité. Cette adhésion est tantôt qualifiée de libre, de recherchée ou d'obtenue. Si elle devient une visée, elle n'en reste pas moins un repère essentiel pour la pratique, au service de la qualité du lien entre le jeune et l'équipe, porteur de sens éducatif et garant d'une dimension éthique.

L'adhésion rencontrée en premier lieu est celle du signalant, pas forcément du signalé. Ce qui renvoie au thème du soutien à la parentalité, car bien souvent les signalants sont les parents.

Le professionnel tâtonne et tente des accroches pour amener le jeune à adhérer à l'accompagnement. Rappelons que la mission consiste dans un premier temps à évaluer la radicalité du jeune signalé. Or comment évaluer sans rencontre, sans connaissance ? Peut-on évaluer à partir de la rencontre de l'entourage uniquement ? La partialité d'un tel diagnostic demande au professionnel de réfléchir à une posture permettant la dite adhésion. Mais la temporalité est essentielle, rien ne pourra se construire dans la précipitation. Les équipes relèvent la possibilité qu'elles ont de prendre leur temps aujourd'hui et de mettre au point une stratégie d'accroche prenant en compte notamment la diversité des origines du signalement, la majorité ou la minorité de la personne signalée et, bien sûr, la pérennité et la qualité du lien éducatif.

LE PRINCIPE DU RESPECT DE L'ANONYMAT

L'anonymat est un principe mentionné dans la circulaire de 1973. Il émane de l'idée que la prévention spécialisée n'a pas à s'attacher aux identités des personnes qui en bénéficient. La relation éducative se personnalise sans s'attacher particulièrement à un symptôme, à un comportement. Ce principe peut être défini comme le fait de ne pas connaître le nom des jeunes accompagnés. Mais en réalité, dans son aspect pratique, l'anonymat en prévention spécialisée consiste surtout à ne pas communiquer de données nominatives aux tiers et partenaires. Dès lors nous distinguerons anonymat et confidentialité. Le nom des personnes est la plupart du temps connu mais les informations à caractères secret ne sont pas révélées, protégeant ainsi la vie privée et intime des jeunes et de leur famille. Cette obligation de discrétion et de réserve permet au jeune de ne pas craindre le contrôle de la part du professionnel.

En quoi ce principe a-t-il évolué pour la prévention spécialisée et qu'est-ce qu'il recouvre en 2019 ?

Les professionnels évoquent un glissement de ce principe, en référence aux actions partenariales développées par la prévention spécialisée telles que le travail dans le PRE (Programme de Réussite Educative), ou encore le travail avec les collègues. Ce principe est somme toute peu respecté en prévention spécialisée si l'on considère qu'il s'agit de travailler sans avoir les noms des personnes. Dans les pratiques courantes de prévention spécialisée l'anonymat n'est pas toujours de mise et une personne n'est pas systématiquement informée quand à une communication à un tiers qui va la concerner.

Mais en réalité aux débuts de l'activité de prévention spécialisée comme aujourd'hui encore, il ne s'agit pas tant d'anonymiser toute relation entre le service et le public mais plutôt de garantir un anonymat des personnes si elles le souhaitent. L'idée centrale est de permettre la relation de confiance entre le jeune et le professionnel. Le principe d'anonymat rencontre donc l'enjeu du partage des informations confidentielles. Entendu en ce sens, ce principe reste en vigueur dans les pratiques de prévention spécialisée aujourd'hui.

Pour ce qui concerne la prévention de la radicalisation, les pratiques divergent. Un enjeu fort est de sécuriser les échanges et donc de ne pas mentionner les noms des personnes dans la communication professionnelle. On peut s'attendre à trouver un garde-fou rigide quant au partage d'informations à caractère secret. Mais de fait, suite à la saisine par la CPRAF des équipes mobiles, le principe de l'anonymat ne peut être respecté s'il s'agit de ne pas nommer les personnes.

En tout cas, ce principe n'est pas au centre de l'action des EMI. La mission nécessite que l'anonymat soit levé dès l'étape de repérage en CPRAF. Certaines informations doivent nécessairement être échangées lors de la saisine. Gardons en effet à l'esprit qu'il y a un enjeu de nature sécuritaire concernant les phénomènes de radicalisation.

Pour nombre de professionnel, ce principe semble mis à mal par le contexte et l'organisation du dispositif.

En guise de synthèse de cette réflexion, les professionnels sont unanimes : il ne s'agit d'échanger que les infos strictement nécessaires à l'accompagnement de la situation. La levée de l'anonymat n'exclut pas la limitation des échanges et le respect de la confidentialité. On relèvera un principe central pour la prévention spécialisée dans sa philosophie originelle : respect de la vie privée, de l'intimité ..., qui est bousculé par l'aspect sécuritaire de la mission de prévention de la radicalisation mais qui peut trouver un cadre déontologique en examinant attentivement la question du partage de l'information à caractère secret³.

LE PRINCIPE DU MANDAT TERRITORIAL OU D'ABSENCE DE MANDAT NOMINATIF

On distinguera ici deux formulations, à savoir mandat territorial et/ou mandat non nominatif. En effet, la Prévention Spécialisée est mandatée par les pouvoirs publics non pas pour des individus nommés mais pour un territoire fragilisé et sa population. L'arrêté de 1972 parle notamment d'une implantation dans un « milieu où les phénomènes d'inadaptation sociale sont particulièrement développés ». Il va sans dire que le principe d'anonymat abonde dans le sens de l'absence de mandat nominatif. Les principes de la prévention spécialisée forment un paradigme cohérent au service d'une éthique de l'action éducative.

Dès lors le mandat des services de Prévention Spécialisée est d'une portée territoriale ou collective. Ce principe est toujours d'actualité en 2019. Il a été relativement peu questionné ou bousculé par les évolutions du secteur et les enjeux de prévention de la délinquance. Par contre, si le mandat nominatif n'est toujours pas opérant, des partenaires sollicitent les équipes pour tenter d'amorcer des accompagnements. Cela pourrait s'apparenter à un mandat « officieux ». Il y a bien une évolution de la pratique en prévention spécialisée puisque l'orientation est devenue possible. L'accroche ne se fait pas uniquement par la présence sociale ou les actions collectives.

Concernant le champ de la prévention de la radicalisation, le rapport des professionnels aux différents acteurs impliqués est différent. La saisine des équipes mobiles par la CPRAF change cette donne, cette pratique de la prévention spécialisée. En effet, le terme consacré par le dispositif n'est ni « orientation », ni « mandat » mais « saisine ». Il s'agit d'un terme juridique qui renvoie à la notion de droit ou de prérogative. Ces saisines sont nominatives. L'équipe a pour mission l'évaluation de ces situations, elle est dans l'obligation de moyens pour cette mission.

Les saisines correspondent à un mandatement des équipes. Le fichage au FSPRT (Fichier des Signalements pour la Prévention de la Radicalisation à caractère Terroriste) équivaut de fait à un mandat nominatif. En matière de prévention de la radicalisation, contrairement aux pratiques de prévention spécialisée, on commence par un nom. Ensuite, le professionnel met en place les conditions de la rencontre et de l'accroche.

3- S'agissant du partage d'informations cf chapitre précédent

Au-delà de la définition de cette notion de mandat, c'est la nature de ce mandat qui semble être à questionner : mandat social / mandat administratif comme en AED (ce qui présuppose l'adhésion de la famille) / mandat judiciaire / mandat sécuritaire.

En prévention de la radicalisation, le mandat oblige l'équipe à essayer, mais pas forcément à réussir, tout en rendant compte des démarches mises en œuvre.

Concernant l'accompagnement du public, une fragilité par rapport à cette mission est liée au respect de ce principe. Si la question est de savoir comment commencer un accompagnement individuel en l'absence de mandat nominatif pour la prévention spécialisée, se pose celle de savoir comment, dans le cadre de la prévention de la radicalisation, préserver une méthodologie d'action issue de la prévention spécialisée et privilégier un aller-vers sur un territoire. Si l'enjeu et le cadre de la mission ne le permettent pas, le mandat impacte l'accroche éducative, la rendant plus complexe à appréhender.

Le mandat amène une contrainte qui devient réelle pour le jeune, ce qui remet en cause un principe fort et cher à la prévention spécialisée, et impacte la nature de la relation éducative.

Si l'on admet que ce principe est remis en question par la pratique en prévention de la radicalisation, quelles en sont les conséquences ? Y a-t-il un effet sur les autres principes ? Est-ce une atteinte déontologique ?

Notons que bon nombre de réticences des équipes vis-à-vis de ce type d'intervention lié au dispositif spécifique de prévention de la radicalisation sont liées aux conséquences de la remise en question de ce principe, et des effets sur les autres principes ; conséquences perçues comme autant d'atteintes à la déontologie. Or, en affirmant que la lutte contre la radicalisation participe de la prévention de la marginalisation du public, les professionnels de ce champ répondent avant tout à un enjeu de prévention spécialisée levant ainsi tout doute sur le fondement éthique de leur pratique éducative.

LE PRINCIPE DE NON INSTITUTIONNALISATION

Le principe de non institutionnalisation est le principe le plus difficile à définir pour la plupart des professionnels du secteur. Il signifie que la Prévention Spécialisée n'a pas pour mission d'institutionnaliser ses actions, c'est-à-dire de les pérenniser et de se substituer, à terme, aux acteurs de droit commun.

Ce principe est une invitation à la créativité, à la réponse sur-mesure aux difficultés territoriales. Il renvoie à la démarche plus moderne d'expérimentation/innovation. La phase d'expérimentation est une des raisons d'être de la prévention spécialisée, mais pour ce qui concerne la dimension de l'innovation, l'acteur initial doit passer le relais ou essayer sa démarche, sa méthode, ses acquis. Autrement dit, la prévention spécialisée impulse, initie, propose mais ne se projette pas dans le long terme pour elle-même.

Ce principe permet de travailler sur un outil ou sur un projet et de pouvoir le transmettre à d'autres institutions pour garder la continuité de cet outil ou projet. La prévention spécialisée fait preuve d'une capacité à créer et expérimenter, notamment dans ses missions et actions de développement social local.

Ce principe est appliqué à la fonction de l'action et non au mandat juridique.

Actuellement, une institutionnalisation de certaines actions issues de la prévention spécialisée est constatée. Même ayant fait l'objet d'une évaluation positive, des actions ne trouvent pas de porteurs dans le droit commun et sont donc reconduites par la prévention spécialisée. Dans les faits, l'expérimentation s'institutionnalise en prévention spécialisée. Il lui arrive de suppléer le droit commun.

Appliqué au champ de la prévention de la radicalisation, le principe appelle logiquement la prévention spécialisée à se positionner sur l'expérimentation des équipes dédiées de type EMI. Il s'agit bien de créer un nouveau dispositif, de nouvelles modalités d'action éducative face à un phénomène social inquiétant chez les jeunes notamment.

Pour les équipes, la commande vient de l'Etat, la réponse est donc instituée tout en se situant dans l'expérimentation. On ne peut donc dire que l'expérience soit institutionnalisée. En effet la pérennité des dispositifs dépend du contexte national voir international si l'on s'en tient à la question de la radicalisation religieuse. Les besoins vont-ils s'amplifier ? Il existe peu de visibilité à court et moyen terme sur le phénomène. Ensuite parce qu'une innovation en la matière passera par l'évaluation rigoureuse de ces expériences. Se pose ensuite la question de l'acteur de droit commun qui prendrait le relais de cette mission.

Les risques inhérents à ce principe sont étroitement liés aux enjeux institutionnels, politiques, financiers voire de concurrence et/ou de logiques marchandes.

En quoi ces principes répondent-ils au fonctionnement de la prévention ? En quoi sont-ils percutés par la prévention de la radicalisation ? Que construire à partir de cette réflexion ?

Garantir les droits fondamentaux des personnes à l'épreuve de la sécurité publique est un défi pour les acteurs, qui justifie en soi la présence de travailleurs sociaux dans ce champ.

Un effet miroir a été relevé par les équipes de manière assez signifiante. En effet, le professionnel est tout autant concerné par les principes sus cités et les a intégrés à tel point qu'il se les applique pour lui-même comme sujet. Ainsi, on relève que les professionnels se prévalent pour eux même de l'anonymat dans certaines équipes. Il y aurait glissement de ce principe vers la protection du professionnel, qui peut par exemple utiliser un alias sur les réseaux sociaux ou ne pas donner son nom de famille au jeune accompagné. Le mandat individuel n'a pas lieu au sein d'une équipe mobile, qui intervient à partir d'une « nomination » de la préfecture. Par contre il y a un mandat pour les professionnels ! Il est mandaté pour évaluer les situations, sans obligation de résultats mais de moyens.

La prévention spécialisée peut se nourrir d'une diversification de ses activités et les nouvelles formes de marginalisation seront prises en compte de manière efficiente en utilisant des outils et pratiques éducatives ayant fait leurs preuves.

En définitive, le débat sur la préservation des principes de la prévention spécialisée en matière de radicalisation amène à s'interroger sur l'attachement à la prévention spécialisée des professionnels, des services et des pouvoirs publics. Faudra-t-il à terme systématiquement dissocier les deux branches prévention spécialisée et prévention de la radicalisation ? Ou au contraire n'a-t-on pas à gagner, autant dans l'efficacité que dans l'éthique, à permettre une proximité organique des différents services ?



LES RESSOURCES

LES RESSOURCES

SE FORMER, CONSTRUIRE ET ACTUALISER SES CONNAISSANCES

Si les équipes mobilisent des connaissances issues de leurs expériences antérieures notamment dans le champ de la prévention spécialisée, des connaissances nouvelles et le maintien d'une veille sont nécessaires à l'exercice des missions liées à la prévention de la radicalisation. Elles se construisent par un travail de lecture, de participation à des colloques, à des recherches actions.

Certaines formations sont identifiées comme des contributions particulièrement utiles aux professionnels, telles la formation dispensée par le SG-CIPDR qui constitue un socle commun aux équipes ou encore la formation dispensée dans le cadre du plan national de formation « Valeurs de la République et laïcité ».

LE PLAN DE FORMATION SUR LA PRÉVENTION DE LA RADICALISATION DU SG-CIPDR

Le SG CIPDR organise, depuis 2014, chaque trimestre une session de formation de deux jours à destination des fonctionnaires nationaux ou territoriaux, mais aussi d'acteurs sociaux et associatifs. Le contenu de ces formations est consolidé et adapté aux contextes des publics mais également à l'évolution du phénomène. Le SG-CIPDR organise également des sessions de formation dédiées à des acteurs spécifiques: enseignement supérieur et recherche, élus et agents territoriaux, professionnels du sport Près de 27 000 agents publics ont reçu une formation appropriée, dont près de 15 000 au niveau territorial. Le contenu de ces formations s'organise généralement autour de plusieurs points :

- ✦ Présentation du dispositif de prévention
- ✦ Les filières terroristes et le conflit en Syrie et la lutte contre la radicalisation
- ✦ Les concepts clés de l'Islam
- ✦ Cadre juridique de la lutte contre la radicalisation
- ✦ Histoire du « Jihad Global »
- ✦ La protection de l'enfance
- ✦ Prise en charge en matière de prévention de la radicalisation
- ✦ Éléments clés du processus de radicalisation
- ✦ La réponse publique à partir de cas pratiques

Le kit est consultable à l'adresse suivante :

©<https://www.cipdr.gouv.fr/wp-content/uploads/2019/02/KIT-DE-FORMATION-2018-vfinalev2.pdf>

LE PLAN DE FORMATION NATIONAL « VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE ET LAÏCITÉ »

En 2015, un plan de formation national « Valeurs de la République et laïcité » est lancé par le CGET. Le contenu de la formation a été élaboré en partenariat avec le Centre national de formation de la fonction publique territoriale (CNFPT) et l'Observatoire de la laïcité. La formation a été dispensée à plus de 26.000 acteurs de terrain, en appui sur un réseau de 240 formateurs nationaux et de 2 000 formateurs régionaux. L'objectif de cette formation de 2 jours est d'apporter des clarifications sur le cadre juridique, de mettre en accord les pratiques professionnelles avec le cadre juridique. Une séquence sur la prévention de la radicalisation a été ajoutée à la dernière version du kit de formation.

La formation de 3 jours dispensée par le CNLAPS « *Comprendre et prévenir le phénomène de radicalisation des jeunes* » est également repérée comme un espace de construction de connaissances utiles à l'intervention.

LA FORMATION DU CNLAPS « COMPRENDRE ET PRÉVENIR LE PHÉNOMÈNE DE RADICALISATION DES JEUNES »

La formation est construite autour de 3 axes : des apports théoriques et conceptuels, un approfondissement des connaissances et de la compréhension du phénomène et de l'approche préventive, le travail d'intervention sur des situations de radicalisation repérées et signalées (ou à signaler), et la question de la réaffiliation des personnes.

Les objectifs de la formation sont pluriels :

Déconstruire ses représentations et les « allants de soi » sur le phénomène de la radicalisation de la jeunesse.

Appréhender le processus de marginalisation pouvant conduire à une radicalisation.

Repérer et tenter de prévenir par des pratiques innovantes les différentes formes de radicalisation.

Valoriser et développer l'action de la prévention spécialisée et de ses acteurs gestionnaires dans la prévention sociale et éducative de la radicalisation

Ces connaissances issues de formations spécifiques, déployées à l'échelle nationale, peuvent se combiner avec d'autres formations qui peuvent enrichir la pratique telles que la formation dispensée dans le cadre du Diplôme Universitaire « Emprise sectaire, processus de vulnérabilité et enjeux éthiques » proposé par l'université Paris Descartes.

Les équipes soulignent la nécessité de pouvoir disposer de temps dédiés à l'analyse de situations, à l'accompagnement du travail d'équipe, voire à la supervision. Le groupe national du CNLAPS est ici repéré comme un espace de partage et d'échanges d'expériences, de pratiques entre équipes, et d'actualisation de ses connaissances sur des points précis. Il est un lieu d'élaboration partagée de la pratique de la prévention spécialisée.

Les professionnels soulignent toutefois la nécessité d'articuler connaissances spécifiques et connaissances relatives au travail éducatif, à la protection de l'enfance et aux processus adolescents.

LE CADRE CONCEPTUEL ET THÉORIQUE MOBILISÉ PAR LES ÉQUIPES.

Certaines notions et concepts sont communs et font références pour l'ensemble des professionnels des équipes : l'adolescence et les processus adolescents, la protection de l'enfance, l'embrigadement et l'emprise sectaire. Le terme radicalités (au pluriel) est préféré à celui de radicalisation car il permet d'ouvrir un espace plus large que celui de la radicalisation religieuse ou djihadiste, perçu comme trop réducteur pour embrasser l'ensemble des formes de radicalisations repérées par les professionnels sur les territoires d'intervention. Toutefois, il reste dans les discours un terme de référence.

Les notions de désengagement, de déprise et le principe de laïcité sont majoritairement mobilisés mais peuvent faire débat entre les équipes ou au sein des équipes. Les notions de déradicalisation, de désistance sont, quant à elles, exclues du champ de référence considérées comme peu enclines à rendre compte de l'accompagnement des équipes et trop normatives.

LES RESSOURCES BIBLIOGRAPHIQUES

L'intervention sociale à l'épreuve de l'Islam. In : *Le Sociographe*, 2017/2 (N° 58), 146 p.

Radicalisation, prévention, justice des mineurs. In : *Journal du droit des jeunes*, 01/01/2016, n° 351-352, pp. 17-91.

Radicalisme violent : comprendre, prévenir au-delà de l'urgence. In : *L'Observatoire*, 01/03/2016, n° 86, pp.2-81.

BENSLAMA, Fethi. *Un furieux désir de sacrifice. Le surmusulman*. Paris : Seuil, 2016, 160 p.

BONELLI, Laurent, CARRIE, Fabien. *La fabrique de la radicalité : une sociologie des jeunes djihadistes français*. Paris : Seuil, 2018, 312 p.

BOUZAR, Dounia, TESTOURI, Linda, MADRIAZA, Pablo, et al. *Radicalisation : des jeunes sous influence ?* In : *Les Cahiers dynamiques*, mai-juin 2018, n° 72, pp. 4-124.

BOUZAR, Dounia. *Désamorcer l'islam radical : ces dérives sectaires qui défigurent l'islam*. Paris : Les éditions de l'atelier, 2014, 221 p.

BOUZAR, Dounia, DUVETTE Michel. *Quelle éducation face au radicalisme religieux ?* Paris : Dunod, 2006. *Enfances. Protection de l'enfance*, 250 p.

DUHAMEL, Cindy, LEDRAIT, Alexandre. *Djihad au féminin : Promesse d'une solution aux éprouvés pubertaires*. In : *Adolescence*, juillet-décembre 2017, n° 100, pp. 413-432.

EPSTEIN Danièle, DOUVILLE, Olivier. *Dérives adolescentes : De la délinquance au djihadisme*. Toulouse : Erès, 2016. *Des travaux et des jours*, 199 p.

GAULEJAC, Vincent De, SERET, Isabelle. *Mon enfant se radicalise : Des familles de djihadistes et des jeunes témoignent*. Paris : Odile Jacob, 2018. Document, 288 p.

GUELAMINE, Faïza. *Faits religieux et laïcité : Le travail social à l'épreuve, repères pour une pratique professionnelle*. Issy-les-Moulineaux : ESF, 2016. *Actions sociales/société*, 159 p.

KEPEL, Gilles, JARDIN, Antoine. *Terreur dans l'hexagone : Genèse du djihad français*. Paris : Gallimard, 2015. *Folio actuel*, 169, 389 p.

KHOSROKHAVAR, Farhad. *Radicalisation*. Editions De La MSH, 2014. *Interventions*, 191 p.

L'HEUILLET, Hélène. *Tu haïras ton prochain comme toi-même : Les tentations radicales de la jeunesse*.

Paris : Albin Michel, 2017, 142 p.

LE GOAZIOU, Véronique. «Il n'y a pas de profil type de la personne radicalisée». In : Actualités sociales hebdomadaires ASH, du 4 mai au 10 mai 2018, n° 3059, pp. 34-35.

MARCELLI, Daniel, LANCHON, Anne. *Adolescents en quête de sens : parents et professionnels face aux engagements radicaux*. Toulouse : Erès, 2016. L'école des parents, 210 p.

MURAD, Nadia, CLOONEY, Amal, KRAJESKI, Jenna, et al. *Pour que je sois la dernière*. Paris : Fayard, 2018. Documents, 379 p.

MORO, Marie-Rose. *Engagement*. In : Adolescence, juillet-décembre 2018, n° 102, pp. 239-430.

NATHAN, Tobie. *Les âmes errantes*. Paris : L'Iconoclaste, 2011, 247 p.

RAYNAL, Florence. *Radicalisation violente : réinventer les pratiques pour retisser le lien*. In : Actualités sociales hebdomadaires ASH, du 21 juillet au 27 juillet 2017, n° 3020-3021, pp. 26-29.

ROBINEAU, Colin, LACROIX, Isabelle, et al. *L'engagement des jeunes dans des causes radicales*. In : Agora, été 2018, n° 80, pp. 41-131.

ROUZEL, Joseph. *Ados terroristes...(h)eros tristes !* In : Les Cahiers de l'Actif, 01/11/2015, n° 474-475, pp. 235-241.

ROY, Olivier. *Le Jihad et la mort*. Paris : Seuil, 2019, 176 p.

THIERRY, Michel. *Valeurs républicaines, laïcité et prévention des dérives radicales dans le champ du travail social*. Paris : Ministère des affaires sociales et de la santé, 2016, 29 p.

THOMSON, David. *Les revenants : ils étaient partis faire le jihad, ils sont de retour en France*. Paris : Seuil, 2016, 295 p.

TORRES, Alice, BORREDON, Laurent. *Jeunes en révolution : Itinéraires de la France à la Syrie*. Paris : La Découverte, 2016. Cahiers libres, 172 p.

VASILE, Jennifer, KARRAY, Amira. *Radicalisation : l'idéal adolescent en impasse*. In : L'Ecole des parents, octobre-décembre 2017, n° 625, pp. 21-23.



Dans un contexte sensible, traversé par une large émotion, le phénomène de la radicalisation, dont la violence et les drames ont caractérisé le problème public a conduit les pouvoirs publics à légiférer et à piloter une politique de lutte et de prévention.

Cette politique publique a élaboré un dispositif interinstitutionnel pour repérer, évaluer et accompagner les situations à risque. Ce dispositif partenarial et pluri-professionnel prend corps via la CPRAF et donne lieu à la saisine des équipes dédiées pour engager un diagnostic de la situation et amorcer des actions pour le désengagement de la personne signalée. Dans ce contexte, le savoir-faire, l'expérience de la prévention spécialisée ont été identifiés et ont conduit certains de ces services à porter institutionnellement les dites-équipes dédiées. Le CNLAPS s'est donc logiquement intéressé à la singularité dont ont fait preuve ces équipes dans l'exercice de cette mission : comment se sont organisés ces services et quelles activités ont été développées ? Quels sont les atouts et risques des deux modèles-types ? Comment la prévention spécialisée a remanié ses principes fondateurs à l'épreuve des évolutions relatives à la prévention de la radicalisation ? Enfin, quel cadre de transmission et de partage de l'information peut permettre de garantir une éthique de l'intervention ? Voici les questions qui ont précédé l'élaboration de cette action et auxquelles le partenariat entre le CNLAPS et l'IRTS s'est attelé.

Le projet de travailler autour de la prévention de la radicalisation est en effet apparu non pas comme un axe de recherche mais comme une action de soutien technique et de conseil aux acteurs engagés sur ce sujet. Il est ainsi important de rappeler que ce document n'est pas issu d'une démarche de collecte d'informations représentatives de l'ensemble des pratiques mais que nous avons cherché à mettre en lumière des modèles d'organisation existant auxquels vont se référer des pratiques spécifiques pour qui s'emparerait de la question. Ces « repères pour la pratique » ont bien vocation à éclairer des pratiques mais aussi des décisions stratégiques, pour les acteurs privés et publics.

Les éléments présentés sont tous issus des propos des professionnels des quatre équipes qui ont participé à l'action. Le partage d'expérience et le recueil des récits ont permis de mettre en lumière les pratiques, sans les figer puisque celles-ci sont en constante évolution. L'équipe de rédacteurs s'est attachée à rester fidèle aux paroles des professionnels tout en les mettant en perspective.

L'utilité de cette exploration se situe notamment dans le transfert d'expérience pour la mise en œuvre de nouveaux dispositifs d'intervention autour de formes émergentes de marginalisation, notamment chez les jeunes (public cible de la prévention spécialisée). En effet, la mission de prévention de la radicalisation, confiée à la prévention spécialisée a permis d'identifier, de témoigner de capacités d'adaptation et d'actualisation du secteur aux problématiques contemporaines.

En définitive, la prévention de la radicalisation a permis de démontrer la valeur et l'utilité sociale de la prévention spécialisée sur les questions de jeunesse et plus largement de société. Une reconnaissance voire une revalorisation qui vient à point en des temps d'interrogation du travail social sur lui-même, sur son rôle et sa plus-value.

Les configurations des dispositifs locaux de prévention de la radicalisation sont diverses. Les financements et les moyens humains sont inégaux. Les constructions sont locales et impactées

largement par le tissu d'acteurs sur le territoire, par les personnalités des acteurs en charge de la question, l'histoire associative et/ou institutionnelle de la prévention spécialisée... Cette diversité et le portage par quelques individus de la dynamique peut être vecteur d'instabilité. Et dans ce paysage, la prévention spécialisée fait preuve d'une certaine constance dans ses engagements. Enfin, ce dossier met en évidence les questions éthiques, les convergences ou divergences entre prévention spécialisée et généraliste et prévention de la radicalisation. Les passerelles sont réelles mais ne sont pas unanimement partagées.

La prévention spécialisée, secteur particulièrement engagé voire militant dans le champ plus large du travail social, a pu émettre des réserves face à la verticalité induite par ce type d'intervention impulsée par l'Etat, voire des résistances à s'articuler au champ sécuritaire. Mais force est de constater que ces résistances ont été bien souvent dépassées lorsque les équipes (dédiées à la radicalisation ou généralistes) ont perçu l'utilité des compétences de prévention spécialisée pour accompagner et agir sur ces situations. Les convergences ont été d'ailleurs provoquées par le caractère de danger de ces dites-situations de jeunes en voie ou en risque de radicalisation. Une congruence entre principes et pratiques largement interrogée qui trouve une articulation et une synthèse possible dans une éthique de l'intervention collective.

Le travail avec les acteurs de la sureté et de la sécurité, notamment les forces de l'ordre, est en soi innovant et facilitant. Il suppose de faire bouger les lignes, les crispations ancestrales, les représentations qui sont fortement ancrées et une familiarisation, de part et d'autres. Certes les effets sur la prévention spécialisée seront encore à étudier. Le risque de passer d'un traitement social de la misère ou d'une difficulté sociale à un traitement pénal reste à l'esprit des acteurs du travail social.



Après la publication d'un 1^{er} guide « repères pour la pratique » publié en 2017, nous voici à la conclusion du second qui s'inscrit dans un contexte différent avec un niveau d'inquiétude moindre mais avec une menace toujours présente.

Ce document met à jour les pratiques d'accompagnement utilisées dans le champ de la lutte contre la radicalisation par la prévention spécialisée. Il aborde et approfondit notamment le travail avec les jeunes, avec les familles, la construction du filet social et du partenariat. Sont également examinés les liens avec la prévention spécialisée, les trajectoires et les parcours d'accompagnements, les conditions de réussite et les freins à cet accompagnement. Afin d'aboutir à ce travail, les méthodes d'intervention ont été décortiquées puis analysées, permettant ainsi d'identifier comment les pratiques ont évolué en lien avec la politique publique.

Ce guide est à destination des équipes engagées mais également il a pour objectif d'éclairer tous ceux qui souhaitent comprendre et travailler dans une articulation la plus opérante et significative possible avec les équipes engagées sur des dispositifs de prévention de la radicalisation et notamment les acteurs sociaux et éducatifs et institutions publiques. Ce document fournit des repères pour l'intervention des professionnels.

Cette action s'inscrit dans une démarche continue du CNLAPS qui part des expériences du terrain vers la production de connaissances, permettant ainsi d'actualiser en permanence nos formations, facilitant le soutien technique à nos adhérents et à l'ensemble des acteurs engagés dans la prévention de la radicalisation.

Merci aux intervenants de terrains des quatre sites d'avoir pris le temps collectivement de réfléchir, de s'interroger, de confronter et d'échanger autour de leurs pratiques pour permettre de faire avancer la connaissance sur le sujet. Merci également aux cadres et aux administrateurs de leurs structures d'avoir accepté de mettre à disposition ce temps de travail.

Enfin un grand merci à l'équipe de l'IRTS Paca et Corse qui a piloté ce travail avec méthode et rigueur permettant de produire un document de qualité.

Nathalie BOURGUET
Coordonnatrice du CNLAPS

